

Théorie Économique - Mauricio Rivadeneira Mora

Mauricio Rivadeneira Mora

Santa Fe de Bogotá, Junio 1997

Contents

1	THÉORIE ÉCONOMIQUE	1
1.1	COMMENT CONTRÔLER LES TAUX D'INTÉRÊT, L'OFFRE MONÉTAIRE, L'INFLATION, LES ATTENTES ET L'INCERTITUDE DANS L'ÉCONOMIE.	1
1.1.1	(UNE PROPOSITION POUR LA COLOMBIE)	1
2	PRÉSENTATION	3
3	PREMIER LIVRE DE THÉORIE ÉCONOMIQUE	5
3.1	INDEX GÉNÉRAL	5
3.1.1	PRÉSENTATION ET INTRODUCTION	5
3.1.2	CHAPITRES	5
3.1.3	ANNEXES	5
4	THÉORIE ÉCONOMIQUE	7
4.1	COMMENT CONTRÔLER LES TAUX D'INTÉRÊT, L'OFFRE MONÉTAIRE, L'INFLATION, LES ATTENTES ET L'INCERTITUDE DANS L'ÉCONOMIE	7
4.2	PRÉSENTATION	7
4.3	INDEX	8
4.3.1	CHAPITRE I	8
4.3.2	CHAPITRE II	8
4.3.3	CHAPITRE III	8
4.3.4	CHAPITRE IV	8
4.3.5	CHAPITRE V	8
4.3.6	ANNEXES	8
4.4	INTRODUCTION	8
4.4.1	Thèse Fondamentale	9
4.4.2	Approche Méthodologique	9
4.4.3	Portée de l'Étude	10
4.4.4	Proposition de Contrôle de Variables	10
4.4.5	Critique de la Séparation Institutionnelle	11
4.4.6	Capacité Prédictive	11
4.4.7	Identification du Vrai Problème	11
4.4.8	Limitations des Modèles Économétriques	12
4.4.9	Approche Scientifique vs. Empirisme	12
4.4.10	Structure du Travail	12
5	CHAPITRE I	15
5.1	ET SON APPLICATION ACTUELLE EN COLOMBIE	15
5.2	Le Système Macroéconomique de Keynes	15
5.3	Évolution de la Pensée Économique	16
5.4	L'Émission Monétaire et Ses Effets	16

5.5	La Nature Réelle des Variables Monétaires	16
5.6	Les Niveaux Normaux des Taux d'Intérêt	16
5.7	Le Problème de la Colombie	17
5.8	Le Développement de la Pensée Monétariste	17
5.9	L'Erreur Constitutionnelle Colombienne	17
5.10	Les Principes du Libre Commerce	18
5.11	L'Impact sur les Entreprises	18
5.11.1	Séquence de la Crise Entrepreneuriale	18
5.12	Le Danger de Manipuler Variables Réelles	19
5.13	Analyse des Motivations de la Banque Émettrice	19
5.14	Questionnements au Diagnostic	19
5.15	L'Équation Duelle de Keynes	19
5.16	L'Impact du Narcotrafic dans l'Économie	20
5.17	La Fallace de la Politique de Taux Hauts	20
5.18	Effets Contre-productifs	20
5.19	L'Injustice du Système Actuel	21
5.20	Proposition de Réforme Institutionnelle	21
5.21	Le Vide Théorique	21
5.22	Les Intérêts Cachés	21
5.23	Principes vs. Objectifs	22
5.24	La Crise comme Produit de Politiques	22
5.25	Le Problème du Narcotrafic et la Politique Monétaire	22
5.26	Réflexions sur la Guerre contre les Drogues	22
5.27	L'Impact dans les Finances Publiques	23
5.28	Conclusion du Diagnostic	23
6	CHAPITRE II	25
6.1	(ET POURQUOI IL EST POSSIBLE DE BAISSER LE TAUX DE CAPTATION AVANT QUE BAISSSE L'INFLATION)	25
6.2	La Relation entre Taux d'Intérêt et Investissement	25
6.3	L'Effet Multiplicateur	26
6.4	Le Paradoxe de l'Épargne	26
6.5	Le Taux d'Intérêt Réel vs. Nominal	26
6.6	L'Inflation par Coûts vs. Inflation par Demande	26
6.7	Pourquoi il est Possible de Baisser les Taux avant l'Inflation	27
6.7.1	1. Réduction de Coûts Financiers	27
6.7.2	2. Stimulus à l'Offre	27
6.7.3	3. Meilleures Expectatives	27
6.7.4	4. Taux Réels Appropriés	27
6.8	Le Cas de l'Économie Ouverte	27
6.9	Mécanismes d'Implémentation	27
6.9.1	1. Gradualité	27
6.9.2	2. Coordination de Politiques	27
6.9.3	3. Réformes Structurelles	27
6.9.4	4. Communication Claire	28
6.10	L'Expérience Internationale	28
6.11	Risques et Mitigation	28
6.11.1	Risques :	28
6.11.2	Mitigation :	28
6.12	Bénéfices Attendus	28
6.13	Le Rôle des Expectatives	28
6.14	Conclusions	29

7	CHAPITRE III	31
7.1	Le Dilemme Fondamental	31
7.2	Les Limites de la Planification Centrale	31
7.3	Le Rôle des Prix comme Signaux	31
7.4	Le Problème de l'Information	32
7.4.1	1. Préférences des Consommateurs	32
7.4.2	2. Conditions Technologiques	32
7.4.3	3. Conditions Locales	32
7.4.4	4. Information Tacite	32
7.5	Le Cas des Taux d'Intérêt en Colombie	32
7.5.1	Les Signaux du Marché	32
7.5.2	La Réponse des Planificateurs	33
7.6	L'Illusion du Contrôle	33
7.6.1	Exemples d'Effets Non Désirés	33
7.7	Principes pour une Politique Économique Efficace	33
7.7.1	1. Minimiser les Distorsions de Prix	33
7.7.2	2. Utiliser Variables Quantitatives, Pas de Prix	34
7.7.3	3. Gradualisme et Prévisibilité	34
7.7.4	4. Coordination de Politiques	34
7.7.5	5. Monitoring de Signaux du Marché	34
7.8	Le Rôle Approprié du Gouvernement	34
7.8.1	1. Provision de Biens Publics	34
7.8.2	2. Régulation de Monopoles Naturels	34
7.8.3	3. Correction d'Externalités	34
7.8.4	4. Stabilisation Macroéconomique	34
7.9	Leçons de l'Expérience Internationale	34
7.9.1	Cas Réussis	35
7.9.2	Cas Échoués	35
7.10	Le Problème de l'Inconsistance Temporelle	35
7.11	L'Importance des Institutions	35
7.11.1	1. Droits de Propriété Clairs	35
7.11.2	2. Système Légal Efficace	35
7.11.3	3. Institutions Financières Solides	35
7.11.4	4. Transparence et Reddition de Comptes	35
7.12	Conclusions du Chapitre	35
8	ANNEXE I	37
8.1	L'ÉPARGNE ET LE TAUX D'INTÉRÊT, UNE PROFONDE ERREUR CONCEPTUELLE	37
9	ANNEXE II	41
9.1	DEUX PROBLÈMES FONDAMENTAUX: DTF ET ÉMISSION PRIMAIRE DE MONNAIE	41
10	ANNEXE III	45
10.1	LE PROBLÈME DE L'INFLATION INERTIELLE	45
11	ANNEXE IV	49
11.1	LE PROBLÈME DU DÉFICIT FISCAL	49
12	ANNEXE V	51
12.1	ÉCONOMIE MONDIALE SOS (AVRIL 1998)	51

13 ANNEXE VI	55
13.1 THÉORÈME ÉCONOMIQUE	55
13.1.1 Démonstration	55
14 ANNEXE VII	57
14.1 PRÉSENTATION DE L'AUTEUR	57

Chapter 1

THÉORIE ÉCONOMIQUE

1.1 COMMENT CONTRÔLER LES TAUX D'INTÉRÊT, L'OFFRE MONÉTAIRE, L'INFLATION, LES ATTENTES ET L'INCERTITUDE DANS L'ÉCONOMIE.

1.1.1 (UNE PROPOSITION POUR LA COLOMBIE)

MAURICIO RIVADENEIRA MORA

SANTA FE DE BOGOTÁ, JUIN 1997.

Chapter 2

PRÉSENTATION

Je me permets de soumettre à la considération de la communauté scientifique d'économistes de Colombie, le présent essai qui prétend expliquer et donner une solution à l'actuelle conjoncture économique que traverse la Colombie.

L'essai approfondit dans les lois économiques pour montrer que n'est pas accidentelle la crise de Colombie, mais depuis tout point de vue logique, de conformité avec la politique économique qui traditionnellement a régi en Colombie.

Comme textes guides dans la présente recherche, j'ai approfondi particulièrement dans la Théorie Générale de l'Occupation, l'Intérêt et l'Argent, de J.M.KEYNES, dans les livres du professeur ALLEN, comme sont son Analyse Mathématique pour Économistes et son Économie Mathématique, et dans les Théories du Développement Économique de madame IRMA ADELMAN.

Je dois dire qu'a aussi été considérable l'apport des textes du Professeur SAMUELSON avec son Cours d'Économie Moderne, et du professeur ACKLEY avec sa Théorie Macroéconomique.

Ont aussi été recherchés d'autres textes de divers sujets, inclus ceux du commerce international.

Je considère d'importance vitale l'influence que j'ai reçue des sciences Physiques, qui m'ont permis d'établir des analogies très utiles pour la même compréhension des lois de l'économie.

J'espère que cet essai collabore aux économistes Colombiens et aux différentes entités gouvernementales chargées de donner les directives du maniement économique, dans la tâche de trouver une solution adéquate à l'actuelle crise qui nous afflige.

CORDIALEMENT

MAURICIO RIVADENEIRA MORA

Chapter 3

PREMIER LIVRE DE THÉORIE ÉCONOMIQUE

Par Mauricio Rivadeneira Mora

3.1 INDEX GÉNÉRAL

3.1.1 PRÉSENTATION ET INTRODUCTION

- Présentation et Introduction

3.1.2 CHAPITRES

1. Chapitre I: La Science Économique
2. Chapitre II: Les Taux d'Intérêt
3. Chapitre III: Économie vs. Planification
4. Chapitre IV: Libre Marché
5. Chapitre V: L'Argent

3.1.3 ANNEXES

1. Annexe I: L'Effet des Taux d'Intérêt sur l'Épargne
2. Annexe II: Deux Problèmes Fondamentaux: DTF et Émission Primaire
3. Annexe III: Le Problème de l'Inflation Inertielle
4. Annexe IV: Le Problème du Déficit Fiscal
5. Annexe V: Économie Mondiale SOS (Avril 1998)
6. Annexe VI: Théorème Économique
7. Annexe VII: Présentation de l'Auteur

Langues disponibles: Español | English | Português | Français | Deutsch | Italiano

Chapter 4

THÉORIE ÉCONOMIQUE

4.1 COMMENT CONTRÔLER LES TAUX D'INTÉRÊT, L'OFFRE MONÉTAIRE, L'INFLATION, LES ATTENTES ET L'INCERTITUDE DANS L'ÉCONOMIE

(UNE PROPOSITION POUR LA COLOMBIE)

MAURICIO RIVADENEIRA MORA

SANTA FÉ DE BOGOTÁ, JUIN 1997

4.2 PRÉSENTATION

Je me permets de soumettre à la considération de la communauté scientifique d'économistes de Colombie le présent essai qui prétend expliquer et donner une solution à la conjoncture économique actuelle que traverse la Colombie.

L'essai approfondit les lois économiques pour montrer que la crise de la Colombie n'est pas accidentelle, mais depuis tout point de vue logique, en conformité avec la politique économique qui a traditionnellement régné en Colombie.

Comme textes guides dans la présente recherche, j'ai particulièrement approfondi la Théorie Générale de l'Emploi, l'Intérêt et la Monnaie, de J.M. KEYNES, les livres du professeur ALLEN, comme son Analyse Mathématique pour Économistes et son Économie Mathématique, et les Théories du Développement Économique de madame IRMA ADELMAN.

Je dois dire que l'apport des textes du Professeur SAMUELSON avec son Cours d'Économie Moderne, et du professeur ACKLEY avec sa Théorie Macroéconomique, a aussi été considérable.

D'autres textes sur divers thèmes ont aussi été recherchés, y compris ceux du commerce international.

Je considère d'importance vitale l'influence que j'ai reçue des sciences Physiques, qui m'ont permis d'établir des analogies très utiles pour la compréhension même des lois de l'économie.

J'espère que cet essai collaborera avec les économistes Colombiens et les différentes entités gouvernementales chargées de donner les directives de la gestion économique, dans la tâche de trouver une solution adéquate à la crise actuelle qui nous accable.

CORDIALEMENT

MAURICIO RIVADENEIRA MORA

4.3 INDEX

PRÉSENTATION - 2

INDEX - 3

INTRODUCTION - 5

4.3.1 CHAPITRE I

LA SCIENCE ÉCONOMIQUE ET SON APPLICATION ACTUELLE EN COLOMBIE - 12

4.3.2 CHAPITRE II

COMMENT LES TAUX D'INTÉRÊT INFLUENCENT L'ÉCONOMIE (ET POURQUOI IL EST POSSIBLE DE BAISSER LE TAUX DE CAPTATION AVANT QUE BAISSÉ L'INFLATION) - 23

4.3.3 CHAPITRE III

ÉCONOMIE -vs- PLANIFICATION - 27

4.3.4 CHAPITRE IV

UN MODÈLE COMPARATIF DÉMONSTRATIF (INFLATION PAR COÛTS, PAR EFFET MONÉTAIRE, ET VIA TAUX D'INTÉRÊT) - 33

- INFLATION PAR DEMANDE - 34
- INFLATION PAR COÛTS - 41
- INFLATION PAR EFFETS DU TAUX D'INTÉRÊT - 43
- COMMENTAIRES SUR L'ÉPARGNE-INVESTISSEMENT - 47
- ATTENTES ET INCERTITUDE - 48
- CONDITIONS NÉCESSAIRES ET SUFFISANTES - 50

4.3.5 CHAPITRE V

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS POUR LA COLOMBIE - 52

4.3.6 ANNEXES

ARTICLES PUBLIÉS POSTÉRIEUREMENT - 56

4.4 INTRODUCTION

La nature de la crise que traverse actuellement la Colombie mérite une étude complète de la théorie économique qui permette de comparer deux systèmes qui se meuvent simultanément sous des applications de politique économique complètement différentes : D'un côté un contexte international où les taux d'intérêt sont relativement bas, et de l'autre, les pays qui pour une raison ou une autre ont opté pour permettre des taux considérablement plus élevés, protégeant leur économie à travers des tarifs considérables.

C'est un fait qu'au moment de lever les protections tarifaires, l'un des deux systèmes reste en meilleure position et l'autre, comme nous disons populairement, finit par payer.

L'économie conceptuelle n'a pas cédé son espace à l'économie appliquée, encore moins aux modèles économétriques. Au contraire, quand ces modèles entrent en crise, il est nécessaire de revenir réviser les concepts tant de l'économie que les principes mêmes sur lesquels se fondent les modèles.

La crise que nous traversons en Colombie, je soutiens, il faut la chercher non dans les relations d'échange ni dans la supposée incompétitivité de nos agents producteurs, mais dans les principes sur lesquels s'est fondée la gestion de notre politique économique.

Quand les économies en développement cherchent à s'introduire dans le contexte international moyennant les processus d'ouverture, ceux-ci doivent être cohérents avec une multiplicité de facteurs, parmi lesquels il faut contempler fondamentalement la gestion adéquate du taux d'intérêt et les variables monétaires. En prenant des mesures seulement par rapport aux variables réelles de l'économie, c'est-à-dire, en ouvrant le système à la liberté d'importations, on peut induire un renforcement de la banque au détriment de la consommation et la stabilité des entreprises productives, donnant l'apparence que l'ouverture ne produit de bénéfices qu'aux pays les plus développés, laissant les pays en voie de développement comme quelques victimes de plus du vorace système capitaliste.

Nous démontrerons dans ce travail que ce n'est pas ainsi.

4.4.1 Thèse Fondamentale

La thèse fondamentale de ces articles consiste à affirmer que le taux d'intérêt dans un pays qui se décide pour l'ouverture doit être tel que le taux de captation du système financier doit se placer de l'ordre de 3%, et le taux d'intermédiation à pas plus de 7%, pour donner parité aux différentes relations d'échange avec le reste du monde, ceci étant une condition nécessaire mais non suffisante, pour que le pays en voie de développement ne soit préjudicié ni dans son niveau d'emploi ni dans le niveau de son produit intérieur brut.

Nous démontrons dans ce travail pourquoi il doit en être ainsi, pourquoi il n'est pas impossible de forcer administrativement le système pour que les taux prennent ces valeurs, pourquoi le taux d'intérêt élevé est celui qui induit une inflation de type inertiel, et pourquoi le gouvernement de Colombie s'est trompé dans la gestion du DTF (Taux de captation en Colombie) depuis qu'il a résolu de "l'accrocher" à l'indice d'inflation.

Ces démonstrations sont de type conceptuel et non économétriques. Rappelons que ce ne fut pas grâce à des modèles de régression que Newton postula que la force égale la masse fois l'accélération, ni non plus Keynes ne déduisit son modèle du multiplicateur d'investissement d'un modèle économétrique.

4.4.2 Approche Méthodologique

En général, c'est la préoccupation de l'économie théorique que le point d'équilibre tant statique que dynamique. Les modèles développés plantent une série de n équations avec n inconnues, dans la solution desquelles ils cherchent le taux d'intérêt compatible avec l'équilibre, si c'est qu'elle existe. Le résultat mathématique est qu'il existe habituellement beaucoup de valeurs que peut prendre cette variable, ce qui ne donne pas beaucoup de lumières à l'économie appliquée.

D'une certaine manière son application s'est transférée au niveau pratique, et il est généralement accepté que le taux d'intérêt soit une variable indépendante, bien qu'avec la possibilité de bouger ou changer pour rendre le système compatible avec l'équilibre, selon que se développent les autres variables du système. Pour aucun motif on ne contemple que celle-ci puisse être "rigoureusement rigide" à une valeur déterminée, bien que quelques auteurs (que moi au moins je connais) l'aient

suggéré timidement. Ainsi, le taux d'intérêt bouge pour chercher l'équilibre, bien que dans la pratique dans quelques pays celle-ci soit pour de longues périodes, assez stable.

Dans ce travail, nous inversons la relation. En fait nous savons qu'en fixant une valeur au taux d'intérêt tout le système productif et les relations d'échange chercheront leur stabilité autour de ce taux. Nous postulons que ce taux fait référence au taux de captation du système financier. C'est-à-dire, l'efficacité marginale du capital arrivera jusqu'au point où elle s'égale avec le taux d'intérêt de captation, sans négliger qu'il y a d'autres variables qui vont aussi influencer, comme par exemple, le pourcentage des impôts, etc.

Dans cette perspective il reste à déterminer quel est le taux d'intérêt qui pourrait rendre optimal le système, tout en sachant qu'il n'est pas recommandable qu'il soit égal à zéro, point où disparaîtrait le "moteur" du capitalisme : la concurrence. Bien sûr nous n'abordons pas cet exercice mathématique qui nous amènerait à supposer l'existence d'un taux d'intérêt naturel capable d'amener le système économique à son maximum d'utilité.

Nous fixons cette valeur "capricieusement" à 3%, puisque c'est la valeur dont on parle traditionnellement dans tous les textes, et celle qui dans la pratique semble être communément acceptée par les économies qui ne se sont pas laissées déborder par l'inflation.

Si on désire plus de rigueur, la valeur minimum du taux de captation qui pourrait se postuler pour les pays qui se décident pour l'ouverture, doit être égale à celle du pays le plus développé et dont le taux soit le moindre d'entre eux. Ceci évitera qu'il y ait des avantages non naturels dans le niveau de concurrence des entreprises, en permettant que le coût de l'argent soit égal pour tous.

4.4.3 Portée de l'Étude

Ce travail est éminemment théorique, bien qu'il utilise comme exemple le cas Colombien. Je soutiens que nous avons des lois objectives en économie, alors celles-ci ne peuvent dépendre de qu'elles s'appliquent dans un pays ou dans un autre. Simplement je prends ces lois et je les utilise pour expliquer ce qui nous arrive et ce que nous devons faire. On ne donne pas de chiffres de l'économie Colombienne ni avant de commencer l'ouverture, ni depuis le moment où a commencé la crise, ni de périodes suivies de la crise, laquelle nous affirmons continuera tant que le taux de captation continue d'être bien au-dessus de 3%. En Colombie le taux a oscillé en général au-dessus de 20% et a même atteint des niveaux de 30% avant l'ouverture, et avec des indices d'inflation qui ont aussi oscillé à ces mêmes niveaux, bien sûr, comme c'était à attendre, quelques points en dessous du taux d'intérêt. Si bien qu'avant l'ouverture ces niveaux étaient soutenables et maniables pour être avant tout nominaux, avec l'ouverture ces valeurs sont devenues parfaitement réelles pour tous, au point qu'il n'y a pas moyen de demander qu'une entreprise qui en Colombie obtient des ressources à presque 45% d'intérêt puisse concurrencer avec une des USA qui obtient les mêmes ressources à pas plus de 9%.

Bien qu'on fasse référence seulement à la Colombie, pour un économiste de n'importe quelle latitude il ne lui sera pas difficile de comprendre de quoi on parle, et je ne doute pas qu'il sera d'accord que l'étude est susceptible de généralisation.

4.4.4 Proposition de Contrôle de Variables

On argumente dans le travail qu'il n'est pas adéquat qu'un gouvernement maintienne toutes ses variables économiques sur lesquelles il peut avoir quelque contrôle, comme par exemple les impôts, les encaissements bancaires, l'offre monétaire, le taux d'intérêt, etc, sujettes à des changements permanents, puisque l'équilibre qu'il soit statique ou avec croissance, sera une tâche impossible à maintenir puisque quelques variables influencent sur les autres, et avec quelques-unes on peut contrarier les effets des autres.

Comme exemple observons comment mettre le DTF (Taux de captation en Colombie) quelques points au-dessus de l'inflation, laisse complètement inutile la libération d'argent pour modifier le taux d'intérêt, "envoyant" tout son effet directement au niveau de prix. Ceci se démontre dans le troisième chapitre, "ÉCONOMIE -VS- PLANIFICATION". On argumente que l'idéal est de pouvoir laisser une ou deux variables fixes, par exemple, le taux d'intérêt et le taux d'impôts, pour que moyennant une autre variable, par exemple l'offre monétaire, on puisse manipuler dans le temps de telle forme qu'elle fixe ou maintienne en stabilité raisonnable une troisième ou quatrième variable comme peut être l'indice de prix. Ceci oui serait "prendre le taureau par les cornes", pour permettre que le système se développe, peut-être pas comme nous le voudrions, mais oui en un point près de l'optimal.

4.4.5 Critique de la Séparation Institutionnelle

Nous argumentons que définitivement quand nous parlons d'économie nous devons nous référer nécessairement à un système totalisant, alors quand en Colombie nous avons séparé la gestion des variables réelles de l'économie sous la direction du gouvernement central, et les variables monétaires sous la direction de la junte monétaire, on n'a fait rien d'autre qu'une aberration même dangereuse, puisque la Junte peut facilement finir par répondre aux intérêts de la banque, ou être politisée et faire forte opposition aux politiques du gouvernement, ou rester dans les nuages en théorisant depuis une froide académie, pensant qu'elle n'a aucune responsabilité avec les forces productives de la Nation.

4.4.6 Capacité Prédictive

Ce point se développe dans le premier chapitre, "LA SCIENCE ÉCONOMIQUE ET SON APPLICATION ACTUELLE EN COLOMBIE", où on montre comment c'est qu'il est possible de faire prédiction en économie. On a pris les postulats basiques de l'économie, et on a fait un développement de ce qu'on pouvait attendre en montant le taux d'intérêt.

Ce chapitre a commencé à se concevoir pendant le second semestre de 1995, quand la Junte Monétaire a commencé à parler de la surchauffe de l'économie, et que le niveau d'épargne était très bas en Colombie, ce qui l'a motivée à monter le taux d'intérêt. Le chapitre s'est terminé d'écrire en juillet 1996, alors les prédictions qui s'y font commencent à se voir clairement pendant 1997.

Ainsi, le chapitre prédit l'augmentation du chômage, la diminution du Produit intérieur brut, la consolidation des groupes économiques, la disparition de la petite et moyenne industrie, etc., non comme produit de quelques devinations fortunées, mais de l'application judicieuse des arguments économiques et que déjà Keynes avait analysés à son époque, en plus de trouver ces arguments dans n'importe quel texte d'économie.

De même, on montre comment le système est venu demander à cris qu'on lui baisse le taux d'intérêt (en général les prix indiquent toujours ce qu'on doit faire), alors il est d'importance particulière de vérifier les motifs par lesquels la Junte Monétaire résiste à baisser le taux.

4.4.7 Identification du Vrai Problème

En dernière instance, l'article montre comment c'est que le gouvernement n'est pas le coupable avec son déficit fiscal, mais qu'il est une victime de plus, comme tout le système, de l'application de la politique monétaire sous la direction de la Junte de la Banque Émettrice. Mais si nous allons être justes, l'erreur de type théorique n'est pas facile à élucider, par quoi il ne suffit pas de dire que c'est une erreur de maintenir les taux d'intérêt si élevés, mais qu'il est nécessaire d'expliquer très à fond pourquoi, et encore plus, de combien ils doivent baisser et comment le faire.

La valeur de ce premier article se trouve en ce qu'il est prédictif-explicatif, facilement contrastable avec les événements de presque un an après, où les autres collègues ont à peine donné dans le diagnostic bien qu'encore pas avec la solution, qui est celle qu'ici nous suggérons.

4.4.8 Limitations des Modèles Économétriques

Clarifions encore plus pourquoi je pense que les modèles économétriques développés et appliqués dans ces pays pour planifier les politiques économiques ne peuvent servir dans un cas comme celui-ci, ni pour planifier, ni pour prédire, ni pour trouver une solution adéquate.

Comme première mesure, un modèle de n équations avec n inconnues, pour être alimenté avec des valeurs historiques qui déterminent les conditions initiales, requiert une régularité dans les règles du jeu qui permettent d'induire que les constantes, si c'est qu'il y en a, soient raisonnablement constantes. En Colombie cette situation ne s'est pas donnée, et encore moins quand a commencé l'ouverture, où on pouvait supposer que pratiquement toutes les valeurs se modifieraient.

En effet, des paramètres comme la propension à consommer, de laquelle se dérive le multiplicateur d'investissement, a dû varier si grandement dans les dernières années, que forcément nous devons dire que n'importe quelle prédiction qui contemple cette valeur restera automatiquement biaisée de forme imprévisible.

4.4.9 Approche Scientifique vs. Empirisme

Pour nos effets nous utilisons l'égalité d'épargne et investissement à tout moment, et si ceci nous sert pour faire prédiction, alors c'est un échantillon en faveur de ce modèle. Si à quelqu'un cela le dérange, je lui généraliserai, argumentant que comme je vois la discussion de l'égalité ou non de l'épargne investissement, si je ne me trompe pas, je dirais que nous pouvons prendre l'épargne comme la somme de l'épargne planifiée et non planifiée, et l'investissement comme la somme de l'investissement induit avec la planifiée. Dans ces conditions épargne et investissement continueront d'être égaux tant ex-ante qu'ex-post, bien que cela ne veuille pas dire que d'une période à l'autre cela ne puisse être différent, laissant cette explication comme un développement au modèle planté par Keynes, et non comme une économie différente. La même chose nous pourrions dire des différents modèles du multiplicateur accélérateur.

Je résiste à accepter que la science économique soit seulement des nombres. Ceux-ci incontestablement corroboreront les théories en les contrastant avec la réalité, mais nous ne devons pas tomber dans la tentation que les nombres sont la science et le dernier mot. C'est pourquoi je pense qu'en Colombie on n'a vraiment pas réalisé un véritable diagnostic, puisque du contraire on saurait déjà ce qu'on doit faire.

En effet, dire par exemple que la récession se doit aux hauts taux d'intérêt, que la construction est paralysée, que la réévaluation du dollar étrangle les exportateurs, et que les producteurs ne peuvent concurrencer avec les importations et la contrebande, n'est en aucune manière un diagnostic, mais simplement une description, pour dire, en chiffres, quelque chose comme une photographie, mais pas un diagnostic, lequel devrait pouvoir expliquer en détail pourquoi se donnent chacun de ces éléments, et suggérer les correctifs.

Ainsi, le premier chapitre de ce travail ressemble plus à un diagnostic, bien qu'il ne soit pas complet.

4.4.10 Structure du Travail

Ce travail initialement, et à tout moment, a seulement prétendu chercher une sortie pour la problématique qui venait à la Colombie, et qu'actuellement elle souffre avec toute sa rigueur, sans pouvoir dire qu'on ait déjà touché le fond. Cependant, la forme comme on a traité le thème

je crois qu'elle a débordé son intention initiale, et a permis de généraliser la théorie au niveau mondial, ce qui à mon entendre fait que ce travail soit aussi d'intérêt global.

Dans le texte et le long de tous les chapitres s'échangent diagnostic avec solutions et théorie, simultanément.

Le premier chapitre est informatif seulement pour la situation de la Colombie. Pour des effets de la compréhension des thèses exposées, la lecture peut commencer à partir du deuxième chapitre, à partir duquel la théorie se conforme en un tout congruent.

Dans le cinquième chapitre on extrait les conclusions les plus importantes du travail, et en conformité avec celles-ci on élabore les recommandations spécifiques pour le cas Colombien. La proposition est de choc, et j'espère qu'elle sera discutée, accueillie, et éventuellement améliorée par mes collègues Colombiens.

Chapter 5

CHAPITRE I

LA SCIENCE ÉCONOMIQUE

5.1 ET SON APPLICATION ACTUELLE EN COLOMBIE

Santa Fé de Bogotá, Août 1996

Il est de la fonction des agents responsables de l'organisation économique d'un pays de veiller au bon management des variables qui interviennent et régulent les marchés afin d'atteindre une croissance stable et sans traumatismes, minimisant les cycles économiques propres au capitalisme. Pour cela ils se servent de l'avance et des connaissances acquises par la science économique et par les différentes expériences des pays, étant un double péché d'oublier tant la théorie que la pratique, et même d'appliquer les connaissances de forme mécanique ou orthodoxe.

5.2 Le Système Macroéconomique de Keynes

Depuis les temps de Keynes nous pouvons dire que l'économie s'est structurée comme système, léguant un modèle macroéconomique composé de cinq équations basiques :

Deux équations réelles de demande et offre de biens et services :

- (1) le revenu $Y = C + S$ (consommation plus épargne),
- (2) et la production $Y = C + I$ (consommation plus investissement),

Deux équations monétaires d'offre et demande d'argent :

- (3) $M = M1 + M2$,
- (4) $L = L1 + L2$;

et une cinquième équation qui lie les équations ou fonctions réelles, avec les monétaires,

- (5) $Y/M = V$, ou vitesse de circulation de l'argent.

Malgré avoir ce système d'équations nous ne pouvons dire que les choses fonctionnent comme dans les sciences physiques, où avec un système d'équations fondamentales énoncées comme principes ou lois on peut déduire toutes les conséquences qui en dérivent, nous permettant de construire édifices, autos, avions, expliquer le fonctionnement de l'univers et prédire conséquences futures données des conditions initiales. Non. En économie c'est différent, bien qu'il soit possible de faire prédictions de type qualitatif avec une certaine marge de fiabilité.

5.3 Évolution de la Pensée Économique

Depuis les débuts de l'économie formelle, les théoriciens de la science y compris Keynes, se sont donnés à la tâche de trouver la forme dont se rapportent les différentes variables du système, et leur dépendance avec le taux d'intérêt, l'emploi, le niveau de prix, les cycles économiques, la propension à la consommation et à l'épargne, etc., cherchant déterminer quelles sont les variables dépendantes et quelles les indépendantes.

Postérieurement avec les méthodes de comptabilité nationale, la mesure de variables et le développement des méthodes économétriques on put élaborer modèles de simulation qui permirent mieux planifier le travail des gouvernants d'un pays. Il faut noter que ces modèles ne sont pas l'exactitude qu'on voudrait, ni ne sont irréfutables, et dépendent des prémisses initiales qu'on introduise en eux. Pour tel motif, si ces prémisses ne sont pas les adéquates, les résultats de leur application peuvent arriver à être catastrophiques pour une économie. Je pense que telle est la situation actuelle du cas colombien, ce que je me propose montrer dans ce discours.

5.4 L'Émission Monétaire et Ses Effets

Avec le temps les économistes se rendirent compte qu'ils pouvaient émettre argent sans soutien en or, et beaucoup crièrent Eurêka. Les gouvernements commencèrent à se financer avec cette ressource, croyant de cette forme inciter la demande et inviter les producteurs à offrir plus, c'est-à-dire, augmenter l'offre et par conséquent l'emploi. Politique celle-ci protégée par la Cepal et d'application générale en Amérique du Sud. Le résultat par tous connu, fut celle d'une inflation permanente et assez élevée, oscillant celle-ci entre 25% et 35% dans ces pays qui l'appliquèrent avec relative modération.

Avant nous accusions le gouvernement pour l'inflation quand il dépensait trop. Aujourd'hui, en Colombie, pour la même dépense nous l'accusons non de l'inflation mais des hauts taux d'intérêt.

5.5 La Nature Réelle des Variables Monétaires

Clarifions avant un aspect. Bien que dans la théorie économique, par convention, nous ayons mentionné deux équations réelles et deux monétaires, cela ne signifie pas que les monétaires soient fictives. Au contraire, elles sont très réelles, et influencent réellement dans l'économie selon leur management. Ainsi, quand arriva l'émission permanente de la part de la banque émettrice, pour financer la dépense publique, l'effet fut inflationnaire et le continuera d'être tant qu'il n'y ait pas un incrément dans le produit. De cette forme, avec le management d'une variable monétaire on a obtenu un effet réel et tangible pour la population, lequel est l'inflation ; et quand l'inflation arrive par cette voie, c'est clairement un impôt que nous charge le gouvernement indirectement, et également, à tous les contribuables.

Mais cet effet n'influence pas le taux réel d'intérêt. C'est comme si de quelque manière mystérieuse le système se rendait compte de la tromperie et le taux le percevait, se maintenant au-dessus de l'inflation.

5.6 Les Niveaux Normaux des Taux d'Intérêt

Normalement, quand il n'y a pas inflation, le taux d'intérêt qu'on paie aux individus qui déposent leurs ressources dans les banques peut osciller entre 3% et 5% annuel, et à leur tour, les banques chargent à ceux qui leur sollicitent prêts, plus ou moins de 4 à 6 points additionnels. C'est-à-dire, dans une économie sans inflation le taux d'intérêt de placement peut osciller entre 7% et 11% annuel.

Quand il y a inflation le taux d'intérêt réel, institutionnel, monte quelques points, plus l'effet de l'inflation. Ainsi, si l'inflation est de 20%, à l'agent qui fournit l'argent pour un investissement on lui reconnaîtra maximum de 5 à 6 points, alors le taux de captation serait de l'ordre de 26% ; et à l'agent qui sollicite le prêt on lui chargera en général 8 points de plus, alors le taux de placement normal pour une économie avec inflation de 20% viendrait osciller autour de 34%, mais en termes réels, ne dépassera pas 12 ou 14%, dû à l'intermédiation de la banque.

En un mot, nous pouvons affirmer que l'économie réelle ne se laisse pas "tromper" par astuces monétaires. En fait l'économie peut continuer croissant même avec inflation, mais avec un taux réel d'intérêt qui ne dépasse pas, en général, les limites avant mentionnées.

5.7 Le Problème de la Colombie

Nous nous demandons alors, pourquoi en Colombie on charge un taux presque de 40%, de l'ordre de 6 points au-dessus du normal ?, Pourquoi la banque charge jusqu'à 11 et 12 points pour son intermédiation ?, Obéit-il peut-être à un mauvais management de la part du gouvernement ou de la banque émettrice ?. Quels intérêts cachés se manient et par qui ?. Influence peut-être la crise politique du gouvernement ?

5.8 Le Développement de la Pensée Monétariste

Quand les économistes se rendirent compte que le contrôle de l'économie pouvait se faire à travers les équations monétaires, erronément on les dénomma monétaristes en opposition aux Keynésiens. En réalité Keynes légua tout le système, bien que naturellement, il ne déduisit pas toutes les possibilités. En réalité la théorie économique se développait. Aujourd'hui nous ne devrions nous dénommer ni classiques, ni néoclassiques, ni libéraux, ni néolibéraux, etc. Tous nous continuons étant Keynésiens, développant son système d'équations de forme similaire à comme le font les sciences physiques.

Dans les temps modernes les économistes se sont rendu compte que le meilleur indicateur des différentes variables sont les prix. Ceux-ci réagissent quand il y a un besoin non satisfait, ou quand un bien s'épuise ou il y en a en excès. Ils observèrent aussi que quand on donne subventions les services deviennent de mauvaise qualité. Commença à gagner terrain encore la liberté de prix comme aux origines du capitalisme, seulement qu'aujourd'hui on a plus connaissance des variables du système, et on peut mieux dominer la situation. La science économique lentement a été gagnant terrain dans le domaine de la réalité. Cependant celle-ci est si changeante, qu'encore c'est tout un art pouvoir diagnostiquer et fournir la drogue correcte.

5.9 L'Erreur Constitutionnelle Colombienne

En effet, le premier à se tromper fut la constitution, quand elle sépara le management des variables réelles sous la direction du gouvernement et les variables monétaires dans les mains de la Banque de la République, comme si le système, qui est unique, et qui doit fonctionner comme un tout harmonique, pouvait se séparer donnant la responsabilité seulement au gouvernement mais laissant le gouvernail dans les mains de la banque émettrice. En synthèse, il est impossible que le bateau où chacun va de son côté puisse arriver à port sûr. Il n'est pas adéquat que l'académie bouge d'un côté et les exécuteurs d'un autre. Théorie et pratique doivent aller à l'unisson, l'un nourrissant l'autre. Dans cette même dimension, la constitution dut être plus générale, et ne pas limiter l'Émetteur avec l'unique tâche de contrôler l'inflation, le taux de change, et l'offre monétaire, quand en économie il faut parler d'équilibre global, de développement, de croissance, d'indices, d'emploi, etc., et pour ne pas dire plus, de principes.

5.10 Les Principes du Libre Commerce

En effet, depuis les temps de David Ricardo on nous dit qu'avec le libre commerce toutes les nations se bénéficient en ensemble, et seulement maintenant nous commençons à comprendre ce principe, que depuis un temps ici viennent poussant les pays développés bien qu'ils ne les veuillent pas appliquer toujours, c'est-à-dire, au style nord-américain, mais que la Colombie assumait depuis l'administration passée acceptant l'ouverture, et comme elle n'a plus de reverse, il est mieux que nous nous préparions pour assumer le défi comme un ensemble total.

Pour illustrer cela des principes, disons que la banque émettrice en ensemble avec le gouvernement devraient plutôt contrôler que tous les agents de l'économie eussent les mêmes droits et conditions pour concourir dans un marché libre, évitant préférences et monopoles de sorte que qui sorte du marché soit par inefficience ou non-compétitivité, et non par une mesure arbitraire qui place les entrepreneurs en difficultés insurmontables, comme en effet a eu lieu en manipulant le taux réel d'intérêt, puisque celui-ci n'obéit actuellement pas à un marché libre d'offre et demande, facilement démontrable par le fait d'être la banque inondée de liquidité sans que cela motive le taux quelques points en bas, comme il devrait être, en conditions normales, et par le fait aussi de se trouver celle-ci bien au-dessus de celle de la banque internationale, qui ne doutera pas un moment de tirer la tranche qu'elle puisse, tout cela en supposées conditions d'ouverture.

5.11 L'Impact sur les Entreprises

En revanche, les entreprises si sentent son effet puisqu'elles ne peuvent réagir avec le prix de leurs articles, car elles doivent concourir avec une offre étrangère beaucoup plus bon marché par effet de la réévaluation, et avec une demande restreinte parce que les familles doivent destiner de leurs revenus plus quantité pour couvrir les intérêts. En effet, le taux d'intérêt très élevé diminue la consommation, mais n'oublions pas que les entreprises vivent de cette consommation, et le leur couper c'est comme couper l'oxygène à un plongeur. La séquence est simple :

5.11.1 Séquence de la Crise Entrepreneuriale

Avec la seule ouverture les entreprises se voient forcées à diminuer les prix par effet de la concurrence, ce qui implique que la rentabilité commence à diminuer. Ce processus n'est pas si rapide, et leur donne temps pour qu'elles améliorent leurs processus ou disparaissent ; mais cela veut dire qu'elles furent remplacées par d'autres plus efficaces, et il n'y a pas traumatisme dans l'économie.

Quand additionnellement survient un changement abrupt dans le taux d'Intérêt, et les ventes s'en viennent en bas subitement, il n'y a pas tel remplacement de quelques entreprises par d'autres, toutes diminuent leur activité. Et leurs dépenses variables, qui requièrent temps pour pouvoir réagir commencent à devenir fixes, les revenus n'atteignent pas à couvrir coûts fixes et variables, et on doit arrêter les achats. Les paiements aux fournisseurs deviennent difficiles, et même les paiements au gouvernement. Initialement les inventaires s'accumulent et augmentent, mais bientôt c'est l'unique qu'on peut réaliser, commencent à disparaître les investissements en capital de travail. On manque aux obligations financières, et viennent les processus concordataires et puis les liquidations avec chômages massifs. Les propriétés en plantes et équipements restent au pouvoir des banques, inutilisées, il y a désinvestissement. Investissement négatif. Cela signifie que l'épargne diminue vertigineusement.

5.12 Le Danger de Manipuler Variables Réelles

Quand on touche les variables réelles de l'économie de forme telle qu'elles n'obéissent pas au libre marché d'offre et demande, c'est quelque chose comme ouvrir la porte aux disgrâces. Pour l'échantillon, il suffit de jeter un coup d'œil au marché de la drogue, dont la prohibition loin de motiver une diminution de la consommation seulement réussit inciter les prix à la hausse, augmenter la consommation et par conséquent la production, avec toutes ses séquelles de crimes, batailles et maladies.

5.13 Analyse des Motivations de la Banque Émettrice

Il nous reste à analyser les motifs qui induisirent la banque émettrice à prendre la mesure de modifier le taux d'intérêt. Si celle-ci correspond à une réalité, et si ses conséquences sont cohérentes ou se contredisent avec l'objectif qu'elles prétendent.

Le premier symptôme qu'avertit la junta de la Banque de la République fut l'incrément percentuel des crédits en charge de la banque, avec indices supérieurs aux supposément attendus dans le modèle utilisé par l'émetteur.

N'oublions pas que la première équation de Keynes nous dit que du revenu total les familles destinent leurs ressources à dépenses de consommation, et leur excédent, elles l'épargnent.

Alors, suivant l'émetteur, si la consommation a augmenté percentuellement, c'est parce que l'épargne a diminué, aussi percentuellement. Cela a toute la logique du monde.

5.14 Questionnements au Diagnostic

Mais questionnons. L'émetteur déduisit l'incrément percentuel de l'épargne, ou son bas niveau, seulement par le fait de l'incrément percentuel du portefeuille en charge de la banque ?. Eut peut-être l'émetteur l'opportunité de mesurer effectivement le PIB en deux périodes immédiates, pour pouvoir déterminer comment s'était mue la consommation, et comment l'épargne ?

Si ce fut ainsi, la raison peut l'accompagner. Mais continuons questionnant. Est-il bien mesuré ce P.I.B. ? je veux dire, Inclut-il le revenu provenant de l'économie informelle ?. N'oublions pas que l'économie réelle ne se laisse pas "tromper", et par le fait qu'un secteur ne tribute pas ne veut pas dire qu'il ne soit pas là, générant emploi et richesse. Bien qu'en général l'économie informelle nous la puissions mépriser pour ne pas être significative, nous ne pouvons dire la même chose quand il s'agit du narcotrafic, dont les ressources peuvent être hautement représentatives dans le P.I.B.

5.15 L'Équation Duelle de Keynes

Mais si cette mesure du revenu présente difficultés techniques insurmontables, encore nous pouvons observer le problème depuis l'autre équation de Keynes dû à qu'elle enferme intrinsèquement la partie double de la comptabilité. Cette équation nous dit que les agents de la production sont fabriquant biens de consommation et biens d'investissement, et comme ces agents sont ceux qui rétribuent aux familles, on infère que la production égale le revenu, alors par déduction l'épargne égale l'investissement. Bien que cette équation présenterait la même difficulté que l'antérieure pour sa mesure, elle nous permettra donner un coup d'œil au complément de l'épargne, l'investissement.

C'est-à-dire, affirmer que le niveau d'épargne est très bas, est équivalent à dire que l'investissement est très bas. Réviserait cette supposition la junta de la Banque Émettrice avant

de prendre mesure quelconque ? Put-elle confirmer qu'effectivement l'investissement venait de cape tombée ? Parce que si effectivement venait baissant l'investissement, le pire remède pour l'aider était monter le taux d'intérêt.

5.16 L'Impact du Narcotrafic dans l'Économie

Il faut reconnaître à la banque émettrice que quand assuma Samper les “rênes” du pouvoir, (je dis rênes entre guillemets non pour questionner gouvernabilité mais parce qu'en réalité la constitution laissa les rênes dans les mains de la banque émettrice), les conditions changèrent substantiellement, dû à la persécution et capture des principaux membres du cartel, avec les conséquences d'une diminution considérable de cette activité et de la partie de la construction qu'ils mouvaient, ce qui a occasionné une diminution du revenu et submergé en crise tout le secteur de la construction, et comme tous savent, la construction est guide d'un bon pourcentage d'industries grandes et petites.

Prêt, cela lui rend la raison à la Banque de la République. Pour l'instant, seulement en ce qui concerne le diagnostic. “La consommation est très haute, et il y a très peu niveau d'épargne”. Mais il faut lui ajouter que le revenu aussi se venait affecté.

5.17 La Fallace de la Politique de Taux Hauts

Qu'induisit l'émetteur à dire que la solution pour désinciter la consommation était en montant le taux d'intérêt, pour ainsi réactiver l'épargne ?

Je crois nécessaire avertir, que si nous prétendons voir les choses depuis un point de vue scientifique, nous devons tout questionner, ou au moins apprendre à tout questionner.

Si l'intention était diminuer la consommation, il est clair qu'avec un taux d'intérêt élevé on peut l'obtenir, surtout dans une économie du crédit comme la nôtre. Et si en plus nous incrémentons le coût des services sans miséricorde non seulement nous diminuons les dépenses de consommation mais nous pouvons introduire à nombreuses familles en conditions de besoins insatisfaits. Par ce côté on obtient un propos. Et l'autre ?. Cette mesure permet-elle peut-être incrémenter l'épargne ? Difficilement ou mieux, impossible.

Peuvent augmenter les dépôts en comptes courants, et les argents spéculatifs, mais il ne faut pas confondre ceux-ci avec l'épargne. L'épargne est si apparentée avec l'investissement comme l'acheteur avec le vendeur dans un contrat de vente, que sans être identiques l'acheteur et le vendeur, le bien qu'un vend est égal au bien que l'autre achète. Dans ces conditions, en faisant que diminue la consommation on n'obtient pas qu'incrémente l'épargne, au contraire, taux d'intérêt élevés obtiennent une diminution dans l'investissement, et comme conséquence, amène une diminution dans l'épargne. Extrêmement paradoxal. Si diminue la consommation et diminue l'épargne alors diminue le revenu, c'est-à-dire, le P.I.B.

5.18 Effets Contre-productifs

Ainsi on obtient diminuer tant l'offre que la demande et difficilement nous pouvons dire qu'on obtienne contrôler l'inflation, si ce n'est que transitoirement, mais très douteux dans le long terme, car, en effet, une diminution de l'offre d'un côté, et un augment de la masse monétaire due aux argents étrangers spéculatifs, bientôt laisseront voir leur effet, bien qu'ils obtiennent maintenir le taux de change sous “contrôle”. Additionnellement, le fait d'altérer l'équilibre de cette forme nous a laissé en situation si fantastique, que nous avons maintenant une monnaie “dure”, avec une inflation de 20%. Incroyable. Tout en bénéfice transitoire, et qui sait si

permanent, du secteur externe et des grandes entreprises. Altérer le taux d'intérêt signifie altérer tout le système.

5.19 L'Injustice du Système Actuel

Nous percevons dans l'ambiance une situation injuste, dans laquelle par mesures arbitraires nous condamnons les entreprises à leur "lente" extinction et à une immense masse de travailleurs à l'état rien désirable de chômeurs, avec leurs respectives conséquences. Observons l'effet : les entreprises vendent moins, leurs ressources n'atteignent pas pour couvrir coûts fixes et variables, et si elles ont le malheur d'être endettées avec la banque, irrémédiablement elles devront les liquider et leur transférer les biens, générant chômage.

5.20 Proposition de Réforme Institutionnelle

Il n'y a pas doute, les fonctions de la Junte Monétaire doivent être réglementées, on doit diminuer son pouvoir monacal, être orientée vers quelques principes plus généraux qui permettent offrir équité, équilibre, développement et croissance, sans interférer dans les lois générales qu'impose le libre marché. Par exemple, l'obliger dans ses opérations à ce que quand elle doit placer titres valeurs son taux d'intérêt soit toujours en dessous du DTF dans un rang entre 1 et 2 points, permettant que le taux DTF le fixe le libre marché entre l'offre monétaire et la demande d'argent.

5.21 Le Vide Théorique

Cependant il y a quelque chose qui encore ne fonctionne pas. Nous ne parlons pas d'une théorie économique novatrice ni beaucoup moins, comme pour dire que les membres de la junte purent passer outre ces raisonnements.

En effet, laissons parler Keynes : "...L'influence de changements dans le taux d'intérêt sur le montant qui réellement s'épargne est d'importance vitale, mais s'exerce en direction opposée à celle qu'on suppose généralement ; parce que même quand l'attraction d'un revenu futur majeur dû à un taux d'intérêt plus haut ait pour conséquence diminuer la propension à consommer, nous pouvons être sûrs, néanmoins, qu'une hausse de celle-ci donnera pour résultat une réduction de la somme réellement épargnée. Cela se doit à ce que l'épargne totale est déterminée par l'investissement total ; une hausse dans le taux d'intérêt (à moins qu'elle soit contrariée par un changement correspondant dans la courbe de demande d'investissement) fera baisser l'investissement ; d'ici qu'une élévation du taux doit avoir l'effet de réduire les revenus à un niveau tel que les épargnes descendent dans la même mesure que l'investissement. Comme les revenus baisseront en une somme absolue majeure que l'investissement, il est indubitable que, quand le taux d'intérêt monte, celui de consommation descend ; mais ne veut pas dire que par cela il y aura une marge majeure pour l'épargne ; au contraire, les deux (Épargne et dépenses) décroîtront." Pg 104 "THÉORIE GÉNÉRALE DE L'OCCUPATION, L'INTÉRÊT ET L'ARGENT" ÉDITORIAL "FONDO DE CULTURA ECONÓMICA".

5.22 Les Intérêts Cachés

Alors, quels intérêts de fond peuvent se mouvoir ? Sans douter, quelque chose qui ait à voir avec les agents promoteurs de l'épargne-investissement, comme sont les fonds de pensions et cessations, récemment créés, qui requièrent hautes rentabilités surtout dans leurs débuts, pour pouvoir subsister. Mais donner vie de cette forme à ces fonds aux dépens de la petite et moyenne entreprise tourne et nous laisse avec ce goût amer d'une injustice propiciée par les politiques de

management de la junte, bien que ne soit pas exempt le gouvernement de responsabilité, qui aussi est subsidiant l'I.S.S. avec le déficit fiscal moyennant son placement de titres de trésorerie, qui aussi donnent un taux au-dessus de leur valeur réelle. À ces fonds on doit leur amplifier plus leur participation dans l'acquisition d'actions, mais surtout, leur permettre participer dans la génération de nouvelles entreprises qui est où véritablement ils pourront propicier la création de valeur réelle tant pour l'économie que pour elles-mêmes. Nous comprenons ainsi pourquoi les poulpes entrepreneuriales, incluse la Banque, n'ont pas levé leur voix de protestation, s'ils se voient bénéficiés doublement, une comme actionnaires des fonds, et autre, parce que lentement ils se restent avec le marché, libre de concurrence, voyant disparaître, inermes, les autres concurrents qui n'ont pas la force suffisante pour pouvoir négocier leurs crédits à taux plus bon marché, ou de les obtenir à l'extérieur.

5.23 Principes vs. Objectifs

Vu le panorama depuis cette perspective, je m'unis à ceux qui pensent que la Banque Émettrice ne doit pas fonctionner sur base d'objectifs, mais sur base de principes qui régulent la stabilité et sécurité des marchés, et que les sauts abrupts de l'économie elle puisse les encadrer pour rétablir l'équilibre le plus tôt possible. Mais il est important que la responsabilité reste dans les mains du gouvernement qui est celui qui va recevoir les comptes de recouvrement pour sa gestion. Ainsi qu'aussi il y aura besoin de réglementer les objectifs du gouvernement. C'est le gouvernement qui doit avoir objectifs, l'émetteur doit se régir par principes.

5.24 La Crise comme Produit de Politiques

Jamais avant nous ne nous étions sentis dans une crise si de papier, si de bureau, que nous assaille le doute que la junte, avec tant pouvoir dans ses mains, puisse être politisée, ou à défaut, en n'appartenant pas au gouvernement rester dans les mains des intérêts de la banque, unique secteur bénéficié, ce qui montre une fois de plus qu'il n'est pas possible maintenir les deux entités, junte et gouvernement, agissant comme îles indépendantes.

5.25 Le Problème du Narcotrafic et la Politique Monétaire

En réalité, contrôler l'inflation est difficile, car celle-ci ne provient pas seulement du déficit fiscal, mais le narcotrafic, avec tout son volume d'exportations d'une manière ou d'une autre réussit pénétrer ses devises, qui additionnées avec celles du pétrole et celles qu'apportent les investisseurs étrangers, laissent un panorama pratiquement inévitable, ce qui tendra à maintenir stable le taux de change et par conséquent en difficultés autres lignes d'exportation, moins rentables, mais c'est que c'est le système du libre marché, et ce n'est pas le seul pays qui le pâtit.

5.26 Réflexions sur la Guerre contre les Drogues

Comme est si fort l'impact du narcotrafic pour les différentes économies et presque impossible son éradication si ce n'est à un coût social très élevé, il est impérieux comprendre que dans ce marché acheteur et vendeur participent du même illicite, alors il n'est pas pertinent traiter comme scorie les producteurs et avec compassion les consommateurs. Si ces derniers décident finir avec leur vie, soit par décision propre ou parce qu'ils ne trouvèrent pas sens dans leur propre société, ni Dieu ne pourra l'éviter, donné qu'il respecte le libre arbitre de sa créature. Dans ces circonstances, les consommateurs toujours seront disposés à chercher leur marché. Tant qu'existe cette demande, il y aura intermédiaires importants tant dans les pays producteurs que dans celui des consommateurs disposés à leur transporter le produit, jusqu'à tant que le cœur

de l'homme continue répondant au stimulus et la convoitise de l'argent. Et tant que nos "petits" pays continuent avec grandes zones de colonisation, et jungles impénétrables, avec gens bordant la misère, nous les trouverons toujours disposés à survivre avec le produit des cultures illicites.

La société bientôt devra mettre dans la balance le dommage qu'occasionne le marché prohibé, contre celui qui s'occasionnerait si ce marché était légalisé. C'est-à-dire, le mal qui s'occasionne actuellement contre les consommateurs, les guerres intestines entre les distributeurs et producteurs, la corruption de toute la société, les morts de civils et soldats innocents qui peuvent être très supérieures à celles des seuls consommateurs, en plus de la déstabilisation des économies dans l'ambito international, etc., contre le dommage des seuls consommateurs. Et pourquoi pas, nous donner la possibilité de trouver un mécanisme pour la paix désirée dans nos petits pays producteurs. Paix à laquelle aussi nous avons droit, et qu'obtinrent les Nord-américains quand en autre époque ils légalisèrent l'alcool.

5.27 L'Impact dans les Finances Publiques

Il nous reste analyser l'effet que les mesures de la junte occasionnent dans les finances de l'État. Nous comprenons que le problème réel n'est pas que la dépense publique soit très élevée, mais que celle-ci doive se financer avec le crédit. Comme les rubriques les plus importantes de l'État sont les revenus provenant de l'IVA et l'impôt de rente, c'est-à-dire, de la consommation et de la rentabilité des entreprises, il est clair à la lumière de ce discours que ses revenus aussi se sont vus sérieusement affectés, et comme la dépense du gouvernement est en termes généraux, inéluctable et nécessaire afin de générer l'infrastructure que requièrent les différents agents économiques, on comprendra que le déficit soit encore majeur de l'originellement planifié.

5.28 Conclusion du Diagnostic

En conséquence, nous pouvons affirmer, sans crainte de nous tromper, qu'interférer arbitrairement dans les variables réelles de l'économie, et très spécialement dans le taux d'intérêt est hautement préjudiciable et dangereux pour toute la société. On ne doit pas penser non plus, que la solution soit modifier la valeur réelle du taux d'intérêt en sens inverse, c'est-à-dire, en dessous de sa valeur réelle.

Nous répétons, le meilleur indicateur et régulateur de l'économie est la liberté de prix, la liberté de concurrence, la liberté des marchés.

On pourrait affirmer que tôt ou tard le marché ferait le même effet, sortant les incompetents du ring, et que ces mesures seulement agilisèrent un processus inévitable. À cet égard nous argumentons que bien qu'il soit possible que cela arrive, il est différent voir agir "la justice sociale du marché" qui en fait agit, et non celle appliquée incohéremment par l'homme qui en général altère non seulement l'équilibre écologique, mais aussi le social et l'économique.

Il a été démontré que la crise que nous traversons est d'indole profondément économique, d'intérêts, et institutionnelle, et sa solution peut seulement provenir de la connaissance scientifique des lois de l'économie et de l'action cohérente.

Chapter 6

CHAPITRE II

COMMENT LES TAUX D'INTÉRÊT INFLUENCENT L'ÉCONOMIE

6.1 (ET POURQUOI IL EST POSSIBLE DE BAISSER LE TAUX DE CAPTATION AVANT QUE BAISSSE L'INFLATION)

Santa Fé de Bogotá, Octobre 1996

Dans le chapitre antérieur nous avons fait un diagnostic de la situation économique que vit actuellement la Colombie, et nous avons trouvé que le problème fondamental réside dans le management du taux d'intérêt. Nous avons trouvé que la Junte Monétaire a été appliquant une politique monétaire restrictive avec le propos de diminuer la consommation et élever l'épargne, mais qu'en pratique a produit exactement le contraire : elle a diminué tant la consommation que l'épargne, et par conséquent, le revenu national.

Dans ce chapitre nous développerons avec plus grande profondeur la théorie qui soutient cette affirmation, et démontrerons pourquoi il est possible et nécessaire de baisser le taux de captation avant que baisse l'inflation.

6.2 La Relation entre Taux d'Intérêt et Investissement

Pour comprendre pourquoi les hauts taux d'intérêt sont préjudiciables pour l'économie, nous devons partir de l'analyse de la relation entre le taux d'intérêt et l'investissement. Cette relation, développée par Keynes dans sa Théorie Générale, établit qu'il existe une relation inverse entre les deux variables.

Les entrepreneurs prennent décisions d'investissement en comparant l'efficacité marginale du capital (le taux de retour attendu de l'investissement) avec le taux d'intérêt du marché. Ils n'entreprendront que ces projets dont le taux de retour attendu soit supérieur au coût du financement.

Quand le taux d'intérêt est très haut, beaucoup de projets qui seraient rentables avec des taux normaux cessent de l'être. Ceci réduit le niveau agrégé d'investissement dans l'économie.

6.3 L'Effet Multiplicateur

La réduction de l'investissement a des effets amplifiés dans l'économie à travers le mécanisme multiplicateur. Une diminution initiale de l'investissement se traduit en une réduction plus que proportionnelle du revenu national.

Le multiplicateur opère de la manière suivante : - Le moindre investissement réduit la demande de biens de capital - Ceci réduit l'emploi et les revenus dans les industries productrices de biens de capital - La réduction de revenus de ces travailleurs réduit leur consommation - La moindre demande de biens de consommation réduit de nouveau l'emploi et les revenus - Le processus continue en rondes successives

6.4 Le Paradoxe de l'Épargne

Un des aspects les plus importants de la politique monétaire restrictive est ce que Keynes dénomma le "paradoxe de l'épargne". Bien que l'intention déclarée de monter les taux d'intérêt fût augmenter l'épargne, le résultat réel est exactement l'opposé.

Ceci arrive parce que l'épargne et l'investissement doivent être égaux dans toute économie (identité épargne-investissement). Si les hauts taux d'intérêt réduisent l'investissement, l'épargne doit se réduire dans la même magnitude.

La réduction de l'épargne n'arrive pas parce que les familles décident d'épargner moins, mais parce que leurs revenus se réduisent comme conséquence de la moindre activité économique. Avec de moindres revenus, tant la consommation que l'épargne diminuent.

6.5 Le Taux d'Intérêt Réel vs. Nominal

Il est important de distinguer entre le taux d'intérêt nominal (celui qu'on observe dans le marché) et le taux d'intérêt réel (nominal moins le taux d'inflation attendue).

Pour les décisions économiques, ce qui importe c'est le taux réel. En Colombie, avec une inflation de 20% et des taux nominaux de 35-40%, les taux réels sont dans le rang de 15-20%, niveaux excessivement hauts pour n'importe quelle économie.

Les pays développés opèrent typiquement avec des taux réels de 2-4%. Le niveau de taux réels en Colombie est incompatible avec une croissance économique soutenue.

6.6 L'Inflation par Coûts vs. Inflation par Demande

La justification traditionnelle pour maintenir hauts taux d'intérêt est contrôler l'inflation. Cependant, il est crucial de comprendre quel type d'inflation on affronte.

Inflation par Demande : Arrive quand la demande agrégée excède la capacité productive. Dans ce cas, des politiques monétaires restrictives peuvent être effectives.

Inflation par Coûts : S'origine en augmentations de coûts de production (salaires, matières premières, énergie, coûts financiers). Les politiques monétaires restrictives non seulement sont ineffectives, mais contre-productives.

Inflation Inertielle : Se perpétue par mécanismes d'indexation et expectatives. Requiert des réformes structurelles, pas nécessairement politique monétaire restrictive.

En Colombie, l'évidence suggère que l'inflation obéit principalement à facteurs de coût et inertie, pas à excès de demande.

6.7 Pourquoi il est Possible de Baisser les Taux avant l'Inflation

Contraire à la sagesse conventionnelle, il est possible et recommandable de réduire les taux d'intérêt avant que baisse l'inflation :

6.7.1 1. Réduction de Coûts Financiers

En baissant les taux, on réduit les coûts financiers des entreprises, ce qui contribue à modérer l'inflation par le côté des coûts.

6.7.2 2. Stimulus à l'Offre

De moindres taux stimulent l'investissement, augmentant la capacité productive. Une plus grande offre aide à contenir les pressions inflationnaires.

6.7.3 3. Meilleures Expectatives

Une politique crédible de réduction graduelle de taux peut aider à ancrer les expectatives inflationnaires vers le bas.

6.7.4 4. Taux Réels Appropriés

Réduire les taux nominaux en maintenant un certain niveau d'inflation résulte en taux réels plus raisonnables pour l'activité économique.

6.8 Le Cas de l'Économie Ouverte

Dans une économie ouverte comme la Colombie, les hauts taux d'intérêt ont des effets additionnels :

- Ils attirent capital spéculatif qui apprécie la monnaie
- L'appréciation réduit la compétitivité des exportations
- Se détériore la balance commerciale
- Se crée dépendance de flux de capital volatiles

Ces effets sont particulièrement préjudiciables pour un pays en développement qui a besoin de promouvoir ses exportations.

6.9 Mécanismes d'Implémentation

Pour implémenter avec succès une réduction de taux il faut :

6.9.1 1. Gradualité

La réduction doit être graduelle et prévisible pour ne pas générer expectatives déstabilisatrices.

6.9.2 2. Coordination de Politiques

Il est fondamental de coordonner la politique monétaire avec la fiscale pour éviter inconsistances.

6.9.3 3. Réformes Structurelles

Simultanément on doit éliminer les mécanismes automatiques d'indexation qui perpétuent l'inertie inflationnaire.

6.9.4 4. Communication Claire

La banque centrale doit communiquer clairement ses intentions et les fondements de la politique.

6.10 L'Expérience Internationale

Beaucoup de pays ont implémenté avec succès des politiques de réduction de taux d'intérêt comme partie de programmes de stabilisation :

- **Chili** (1990s) : Réduisit taux graduellement pendant qu'il maintenait discipline fiscale
- **Israël** (1980s) : Combina réduction de taux avec réformes structurelles
- **Brésil** (Plan Real) : Utilisa ancre de change et réduction graduelle de taux

Ces cas montrent qu'il est possible de réduire taux sans déclencher processus inflationnaires, pourvu qu'on l'accompagne de politiques complémentaires appropriées.

6.11 Risques et Mitigation

La stratégie proposée n'est pas exempte de risques :

6.11.1 Risques :

- Possible rebond inflationnaire si la réduction est trop abrupte
- Pressions de change par sortie de capitaux spéculatifs
- Perte de crédibilité si on n'implémente pas de manière consistante

6.11.2 Mitigation :

- Implémentation graduelle et bien communiquée
- Coordination avec politique fiscale
- Réformes pour éliminer indexation automatique
- Monitoring continu d'indicateurs clés

6.12 Bénéfices Attendus

Les bénéfices d'une politique de taux plus modérés incluent :

1. **Récupération de l'Investissement** : Des taux réels plus bas stimuleront projets d'investissement postposés
2. **Croissance de l'Emploi** : Plus grand investissement générera emplois directs et indirects
3. **Augment de la Consommation** : De moindres coûts financiers libéreront ressources pour consommation
4. **Meilleure Compétitivité** : De moindres taux réduiront la pression vers l'appréciation de change
5. **Assainissement Entrepreneurial** : Entreprises endettées pourront restructurer leurs passifs

6.13 Le Rôle des Expectatives

Les expectatives jouent un rôle crucial dans le succès de n'importe quelle politique économique. Si les agents économiques perçoivent que la réduction de taux est partie d'un programme cohérent et soutenable, ceci peut contribuer à :

- Améliorer la confiance entrepreneuriale
- Stimuler décisions d'investissement
- Stabiliser expectatives inflationnaires
- Faciliter la normalisation des conditions de crédit

6.14 Conclusions

L'évidence théorique et empirique soutient la convenance d'abandonner la politique de taux d'intérêt excessivement hauts. Les principaux arguments sont :

1. **Les hauts taux ont échoué** à obtenir leurs objectifs déclarés d'augmenter l'épargne et contrôler l'inflation.
2. **L'inflation colombienne** obéit plus à facteurs structurels qu'à excès de demande.
3. **Il est possible de réduire taux** avant que baisse l'inflation, moyennant une implémentation graduelle et coordonnée.
4. **Les bénéfices dépassent les risques**, spécialement si on accompagne de réformes complémentaires.
5. **L'expérience internationale** montre que cette stratégie peut être réussie.

Le pays a besoin urgemment d'un changement d'approche dans la politique monétaire qui privilégie la croissance, l'emploi et la compétitivité, sans négliger la stabilité de prix. Les niveaux de taux réels actuels sont insoutenables pour une économie qui aspire à croître et se développer.

Chapter 7

CHAPITRE III

ÉCONOMIE -vs- PLANIFICATION

Santa Fé de Bogotá, Août 1996

Dans les chapitres antérieurs nous avons démontré comment le management inadéquat des taux d'intérêt peut produire des effets dévastateurs dans l'économie. Dans ce chapitre nous analyserons un problème encore plus fondamental : la tension entre permettre que l'économie fonctionne librement et la tentation de planifier centralement les variables économiques.

7.1 Le Dilemme Fondamental

Un des problèmes les plus complexes qu'affrontent les faiseurs de politique économique est déterminer quand intervenir dans les marchés et quand permettre que les forces du marché opèrent librement. Ce dilemme devient particulièrement aigu quand il s'agit du management de variables monétaires comme les taux d'intérêt, le type de change et l'offre monétaire.

L'expérience colombienne des années 90 illustre parfaitement ce dilemme. D'un côté, on adopta une politique d'ouverture économique qui supposément devait permettre que les forces du marché déterminent l'attribution de ressources. D'autre côté, on maintint un contrôle strict des variables monétaires, particulièrement les taux d'intérêt, qui contredisait les principes du libre marché.

7.2 Les Limites de la Planification Centrale

L'histoire économique du XXe siècle nous a enseigné les limitations de la planification centrale. Les expériences socialistes dans l'Union Soviétique, Europe de l'Est et autres pays démontrèrent qu'il est impossible pour un planificateur central de posséder toute l'information nécessaire pour prendre des décisions économiques efficaces.

Cependant, la leçon ne doit pas être que toute intervention gouvernementale est mauvaise, mais que nous devons être très soigneux sur quelles variables nous décidons contrôler centralement et lesquelles nous devons laisser que le marché détermine.

7.3 Le Rôle des Prix comme Signaux

Dans une économie de marché, les prix accomplissent une fonction informative cruciale. Ils agissent comme signaux qui coordonnent les décisions de millions d'agents économiques. Quand les prix sont libres de se mouvoir selon les forces d'offre et demande, ils transmettent information sur pénurie relative, préférences des consommateurs et opportunités de gain.

Les taux d'intérêt sont peut-être le prix le plus important dans une économie moderne. Ils sont le prix de l'argent dans le temps, et par conséquent influent sur toutes les décisions qui impliquent un élément temporel : investissement, épargne, consommation présente versus future, etc.

Quand le gouvernement fixe artificiellement les taux d'intérêt à des niveaux qui ne reflètent pas les conditions de marché, il déforme le signal le plus important du système économique.

7.4 Le Problème de l'Information

Un des arguments les plus puissants en faveur du libre marché est le problème de l'information. Aucun planificateur central, si intelligent et bien intentionné qu'il soit, ne peut posséder toute l'information qui se requiert pour prendre des décisions économiques efficaces.

Cette information inclut :

7.4.1 1. Préférences des Consommateurs

Les goûts et préférences de millions de consommateurs changent constamment et de manière imprévisible. Seul le système de prix peut agréger cette information de manière efficace.

7.4.2 2. Conditions Technologiques

Les possibilités technologiques changent continuellement. Nouvelles méthodes de production, nouveaux produits, nouveaux matériaux apparaissent constamment. Les entrepreneurs sur le terrain sont ceux qui peuvent le mieux évaluer ces opportunités.

7.4.3 3. Conditions Locales

Les conditions spécifiques de chaque marché, chaque région, chaque industrie sont connues mieux par les agents qui opèrent directement en eux.

7.4.4 4. Information Tacite

Il existe un type de connaissance qui ne peut être facilement codifié ou transmis. C'est la connaissance pratique, l'expérience, l'intuition entrepreneuriale. Ce type de connaissance ne peut être utilisé que par ceux qui le possèdent directement.

7.5 Le Cas des Taux d'Intérêt en Colombie

La politique monétaire colombienne des années 90 illustre parfaitement les problèmes de la planification centrale dans l'ambito monétaire. La Junte Monétaire décida fixer les taux d'intérêt à des niveaux qu'elle considérait appropriés pour contrôler l'inflation, sans prendre en compte les signaux que le marché envoyait.

7.5.1 Les Signaux du Marché

Pendant 1995 et 1996, le marché envoya multiples signaux que les taux d'intérêt étaient trop hauts :

1. **Excès de Liquidité** : Les banques avaient excès de liquidité, indiquant qu'il y avait plus offre de fonds que demande à ces taux.
2. **Contraction du Crédit** : Le crédit se contracta drastiquement, indiquant que les entreprises ne pouvaient payer ces taux pour projets productifs.

3. **Récession** : L'économie entra en récession, indiquant que les conditions monétaires étaient trop restrictives.
4. **Chute de l'Investissement** : L'investissement privé s'effondra, confirmant que les taux étouffaient l'activité productive.

7.5.2 La Réponse des Planificateurs

Malgré ces signaux clairs du marché, la Junte Monétaire persista à maintenir les taux hauts, argumentant que c'était nécessaire pour contrôler l'inflation. Cette réponse illustre un des problèmes fondamentaux de la planification centrale : la tendance à ignorer les signaux du marché quand ceux-ci contredisent les théories ou modèles des planificateurs.

7.6 L'Illusion du Contrôle

Un des problèmes les plus sérieux de la planification centrale est ce que nous pourrions appeler "l'illusion du contrôle". Les planificateurs tendent à surestimer leur capacité de contrôler variables économiques complexes.

Dans le cas de la politique monétaire, il existe l'illusion qu'en contrôlant une ou deux variables (comme les taux d'intérêt ou l'offre monétaire), on peut contrôler le comportement de toute l'économie. Cette illusion ignore la complexité des interactions économiques et la capacité des agents économiques de s'adapter et trouver formes d'éluder les contrôles.

7.6.1 Exemples d'Effets Non Désirés

La politique de taux hauts en Colombie produisit multiples effets non désirés que les planificateurs n'anticipèrent pas :

1. **Fuite de Capitaux vers le Secteur Financier** : Au lieu de stimuler l'épargne productive, les hauts taux transférèrent simplement ressources du secteur réel au secteur financier.
2. **Appréciation de Change** : Les hauts taux attirèrent capitaux spéculatifs qui apprécièrent le peso, nuisant aux exportations.
3. **Augment du Portefeuille Échu** : Les hauts taux menèrent beaucoup d'entreprises à la faillite, augmentant le portefeuille échu des banques.
4. **Réduction de la Base Tributaire** : La récession réduisit les revenus du gouvernement, empirant le déficit fiscal qu'on supposait vouloir contrôler.

7.7 Principes pour une Politique Économique Efficente

Se basant sur l'expérience colombienne et la théorie économique, nous pouvons dériver quelques principes pour une politique économique plus efficiente :

7.7.1 1. Minimiser les Distorsions de Prix

Le gouvernement doit éviter fixer prix administrativement, spécialement prix si importants comme les taux d'intérêt. À la place, il doit se concentrer sur créer les conditions pour que les marchés fonctionnent efficacement.

7.7.2 2. Utiliser Variables Quantitatives, Pas de Prix

Si le gouvernement a besoin d'influer sur l'économie, il est préférable d'utiliser variables quantitatives (comme l'offre monétaire) que variables de prix (comme les taux d'intérêt). Ceci permet que les prix maintiennent leur fonction informative.

7.7.3 3. Gradualisme et Prévisibilité

Quand il soit nécessaire de faire changements de politique, ceux-ci doivent être graduels et prévisibles. Les changements abrupts créent incertitude et peuvent avoir effets déstabilisateurs.

7.7.4 4. Coordination de Politiques

Les différentes politiques gouvernementales doivent être coordonnées. Il n'a pas de sens d'avoir une politique d'ouverture commerciale pendant qu'on maintient une politique monétaire restrictive qui apprécie la monnaie.

7.7.5 5. Monitoring de Signaux du Marché

Les faiseurs de politique doivent constamment monitorer les signaux qu'envoie le marché et être disposés à ajuster leurs politiques quand ces signaux indiquent que quelque chose va mal.

7.8 Le Rôle Approprié du Gouvernement

Ceci ne signifie pas que le gouvernement n'ait pas un rôle à jouer dans l'économie. Au contraire, il y a des aires où l'intervention gouvernementale est nécessaire et bénéfique :

7.8.1 1. Provision de Biens Publics

Le gouvernement doit pourvoir biens que le marché ne peut pourvoir efficacement : infrastructure, éducation, santé publique, défense, etc.

7.8.2 2. Régulation de Monopoles Naturels

Dans des secteurs où existent monopoles naturels, le gouvernement doit réguler pour éviter abus de pouvoir de marché.

7.8.3 3. Correction d'Externalités

Quand existent externalités significatives, le gouvernement peut intervenir pour les internaliser.

7.8.4 4. Stabilisation Macroéconomique

Le gouvernement a un rôle dans la stabilisation macroéconomique, mais doit le faire de manière qui respecte le fonctionnement des marchés.

7.9 Leçons de l'Expérience Internationale

L'expérience d'autres pays confirme ces leçons :

7.9.1 Cas Réussis

Chili : Après la crise des 80, le Chili adopta politiques qui respectaient les signaux du marché pendant qu'il maintenait discipline fiscale et monétaire.

Nouvelle-Zélande : Adopta un système de cibles d'inflation qui permettait flexibilité dans les taux d'intérêt de court terme.

Australie : Combina libéralisation financière avec politiques macroéconomiques prudentes.

7.9.2 Cas Échoués

Argentine : Les contrôles de prix et type de change menèrent à crises récurrentes.

Brésil : Les multiples plans de stabilisation qui ignoraient les signaux du marché échouèrent répétitivement jusqu'au Plan Real.

7.10 Le Problème de l'Inconsistance Temporelle

Un des problèmes les plus sérieux qu'affrontent les planificateurs centraux est l'inconsistance temporelle. Les politiques qui semblent optimales à court terme peuvent être sous-optimales à long terme.

Dans le cas colombien, maintenir taux hauts pouvait sembler approprié pour contrôler l'inflation à court terme, mais à long terme cela détruisait la capacité productive de l'économie.

7.11 L'Importance des Institutions

Pour qu'une économie de marché fonctionne efficacement, on requiert institutions solides :

7.11.1 1. Droits de Propriété Clairs

Les agents économiques doivent avoir sécurité sur leurs droits de propriété.

7.11.2 2. Système Légal Efficient

Il doit exister un système légal qui fasse accomplir les contrats et résolve disputes efficacement.

7.11.3 3. Institutions Financières Solides

Le système financier doit être solide et bien régulé.

7.11.4 4. Transparence et Reddition de Comptes

Les institutions publiques doivent être transparentes et sujettes à reddition de comptes.

7.12 Conclusions du Chapitre

L'expérience colombienne des années 90 illustre les dangers de la planification centrale dans l'ambito monétaire. Les points principaux sont :

1. **Les prix, incluant les taux d'intérêt, accomplissent une fonction informative cruciale** qui ne doit pas être déformée par interventions administratives.
2. **Aucun planificateur central ne peut posséder toute l'information nécessaire** pour prendre décisions économiques efficientes.

3. **Le marché envoie signaux constants** que les faiseurs de politique doivent apprendre à lire et respecter.
4. **L'illusion du contrôle mène à politiques contre-productives** qui ignorent la complexité des interactions économiques.
5. **Le gouvernement a un rôle important dans l'économie**, mais doit l'exercer de manière qui respecte le fonctionnement des marchés.
6. **Les institutions solides sont fondamentales** pour qu'une économie de marché fonctionne efficacement.

La leçon fondamentale est que **l'économie est trop complexe pour être planifiée centralement**, mais ceci ne signifie pas qu'elle doive manquer de direction. La clé est de trouver l'équilibre correct entre permettre que les marchés fonctionnent et fournir le cadre institutionnel nécessaire pour qu'ils fonctionnent efficacement.

Le chemin vers une économie prospère ne passe pas par plus planification centrale, mais par meilleures institutions et plus grand respect pour les signaux du marché.

Chapter 8

ANNEXE I

8.1 L'ÉPARGNE ET LE TAUX D'INTÉRÊT, UNE PROFONDE ERREUR CONCEPTUELLE

Par Mauricio Rivadeneira Mora

Pour tous les pays du monde est facteur de préoccupation constante leur taux d'épargne, car de la quantité d'épargne dépend l'investissement qui peut se faire, et ces nouveaux investissements sont ce qui fait croître l'économie.

Cependant, l'épargne en économie est un concept qui n'a rien à voir avec la quantité d'argent qui peut se déposer dans une banque en échange d'un taux d'intérêt.

Un taux d'intérêt élevé s'oppose ouvertement à l'épargne en la rendant moindre. Situation paradoxale et contraire au plus élémentaire bon sens.

Mais à l'intérieur de la théorie économique sa démonstration est plutôt simple, et déjà en son temps John Maynard Keynes, le plus célèbre et génial de tous les économistes de ce siècle avertit de l'erreur de prétendre augmenter l'épargne à travers un taux d'intérêt élevé. En effet, voyons le paragraphe suivant :

“...L'influence de changements dans le taux d'intérêt sur le montant qui est réellement épargné est d'importance vitale, mais elle s'exerce dans une direction opposée à celle généralement supposée ; car même si l'attraction d'un revenu futur plus grand dû à un taux d'intérêt plus haut peut avoir pour conséquence de diminuer la propension à consommer, nous pouvons être sûrs, néanmoins, qu'une hausse de celui-ci donnera pour résultat une réduction de la somme réellement épargnée. Ceci est dû au fait que l'épargne totale est déterminée par l'investissement total ; une hausse du taux d'intérêt (à moins qu'elle ne soit compensée par un changement correspondant dans la courbe de demande d'investissement) fera baisser l'investissement ; d'où qu'une élévation du taux doit avoir l'effet de réduire les revenus à un niveau tel que les épargnes descendent dans la même mesure que l'investissement. Comme les revenus baisseront dans une somme absolue plus grande que l'investissement, il est indubitable que, quand le taux d'intérêt monte, celui de consommation descend ; mais cela ne veut pas dire qu'il y aura pour autant une marge plus grande pour l'épargne ; au contraire, tous deux (Épargne et dépenses) décroîtront.”

Cette conclusion est de telle transcendance qu'il n'y a pas de texte d'économie, si élémentaire soit-il, qui n'avertisse sur ce paradoxe, ou comme disent fréquemment les économistes, sur cette fausse croyance.

Mais en Colombie, depuis longtemps nous avons maintenu un taux d'intérêt très élevé si nous le comparons au taux au niveau international.

En effet, le taux de captation ou DTF en Colombie a été pendant longtemps au-dessus de 20%, contre une marge internationale qui peut osciller entre 3% et 5%. Ce taux l'impose réellement la Banque Émettrice dans n'importe quel pays.

Si l'effet de hausser le taux d'intérêt est de diminuer tant l'épargne que la consommation, cela signifie qu'en comparant deux taux d'intérêt différents, le moindre taux va permettre une épargne plus grande. Et si nous portons l'inférence jusqu'à sa limite, nous devrions dire que le moindre taux d'intérêt possible est celui qui va permettre l'épargne la plus haute possible.

Et dans ce cas si le moindre taux possible se trouve entre 3% et 5% qui est celui existant dans le champ international, cela signifie que contrairement à toutes nos politiques en Colombie, le taux d'intérêt DTF, doit baisser de 22% à 3%, car nous sacrifions des possibilités de croissance, tandis que nous nous maintenons dans une semi-dépression permanente.

Revenons à Keynes : "Ainsi le remède de l'essor n'est pas un taux plus haut d'intérêt, mais un plus bas ! ; car celui-ci peut faire que perdure le dit essor. Le remède correct pour le cycle économique ne peut se trouver en évitant les essor et nous conservant ainsi en semi-dépressions permanentes, mais en évitant les dépressions et nous conservant de cette manière dans un quasi-essor continu."

Démontrons l'absurdité de continuer avec la politique des hauts taux d'intérêt.

Comme première mesure il est bon de comprendre qu'une fois que la Banque Émettrice ou le Gouvernement fixent le taux minimum de captation, supposons qu'ils disent arbitrairement 10%, à ce moment toutes les forces du libre marché feront tendre toutes les variables du système à trouver leur nouveau point d'équilibre autour de ce taux. C'est-à-dire, si le taux d'intérêt monte, quelques entreprises disparaîtront, jusqu'à ce que celles qui restent se trouvent en équilibre avec les nouvelles conditions du marché. Et si le taux d'intérêt baisse, les entreprises pourront croître jusqu'à ce qu'elles égalent leur efficacité marginale du capital avec ce nouveau taux d'intérêt. En général, quand nous modifions le taux d'intérêt de captation, nous mouvons arbitrairement les conditions du marché et obligeons le système à se mouvoir d'un point d'équilibre à un autre point d'équilibre différent.

De ce qui est dit, nous pouvons conclure que certainement nous pouvons mouvoir le taux d'intérêt, indépendamment de n'importe quelle condition, vers le haut ou vers le bas mais restant sujets à de fortes variations, qui sont celles occasionnées en passant d'un point d'équilibre à un autre. Il n'y a pas d'argument valide qui empêche de hausser ou baisser le DTF, comme il n'y a pas non plus d'argument valide pour le fixer à 22%, ou à 28%, comme cela s'est traditionnellement réalisé en Colombie.

En revanche il y a un argument valide pour affirmer que le taux d'intérêt de captation doit être le minimum possible, et celui-ci se trouve dans l'ordre de 3%, comme cela arrive au niveau international, taux approximatif que nous pouvons trouver dans tous les pays que nous appelons développés et aussi dans les pays qui ont montré de larges bénéfices dans les processus d'ouverture, tandis que ceux qui présentent de graves problèmes ont comme élément commun d'avoir un taux de captation très au-dessus de 3%, ainsi qu'une inflation démesurée, que nous pouvons argumenter qu'elle est par effet du même taux d'intérêt.

Il n'est pas difficile d'analyser pourquoi, si nous donnons une vision à la composition des coûts dans une entreprise, en comprenant que les intérêts sont partie fondamentale du composant de ces coûts et dépenses.

En général tous les composants du coût, comme sont : **1.** le coût des ventes, **2.** les dépenses d'administration et ventes, et **3.** les intérêts d'intermédiation de la banque, ont quelque chose en commun : par effet de la concurrence entre les différents secteurs, la tendance de ces coûts est de se minimiser. Entre-temps, les intérêts de captation, ont une tendance explosive. (Note :

quand une entreprise demande un prêt l'intérêt auquel lui prête l'intermédiaire financier est au DTF plus les points d'intermédiation que gagne la Banque).

En effet, une fois que la banque Centrale fixe le niveau de son taux minimum de captation disons à 5%, la concurrence des banques pour capter plus de ressources, les amène à offrir aux épargnants de plus grandes marges, qui à leur tour se convertissent en un coût pour la banque, qui seront transmis aux investisseurs, coût qu'à leur tour ils transmettront au produit final ou bien à l'intermédiaire, augmentant ainsi le niveau de prix. Mais quand on met des limites à l'incrément de prix, à travers les processus d'ouverture, alors les entrepreneurs auront au-dessus un coût réel contre lequel ils ne pourront pas concourir, et il ne leur restera plus de remède que de diminuer leur investissement ou disparaître, car la concurrence devient maintenant avec des entreprises dont les coûts par intérêts sont beaucoup moindres.

Ainsi, le plus grand taux d'intérêt fait que diminue l'investissement, et par conséquent aussi l'épargne, car en économie l'épargne égale l'investissement, tel que c'est consigné dans tous les textes d'économie, si élémentaires soient-ils, et que nous en Colombie nous sommes acharnés à contredire.

Nous parlons d'une profonde erreur de type conceptuel, qui nous fait aller contre pratiquement toutes les lois ou principes généraux acceptés par la théorie économique.

UNE PROFONDE ERREUR QU'IL FAUT CORRIGER.

Chapter 9

ANNEXE II

9.1 DEUX PROBLÈMES FONDAMENTAUX: DTF ET ÉMISSION PRIMAIRE DE MONNAIE

Par Mauricio Rivadeneira Mora

Il est possible de démontrer que les problèmes basiques de notre économie peuvent se solutionner mieux si nous contrôlons les deux paramètres à savoir: le taux d'intérêt (DTF) en l'éliminant, et l'émission primaire de monnaie en la ravivant.

Il a déjà été démontré dans l'édition du 15 décembre à la page 11 de Portafolio que le taux d'intérêt doit être le minimum possible pour inciter l'épargne. Maintenant voyons ce que signifie en réalité le DTF, ou taux d'intérêt de captation en Colombie. Un exemple nous illustrera la chaîne.

Si un épargnant dispose de \$100 millions de pesos et pour les déposer dans une banque reçoit \$24 millions comme intérêts en un an, incontestablement le système maintient des bourdons. Payer quelqu'un pour ne rien faire reflète que quelque chose ne va pas, en commençant parce que cet argent doit être généré par le système avec beaucoup d'effort ce qui signifie un sacrifice de quelque chose ou de quelqu'un.

Seul un entrepreneur peut faire un montage qui génère de l'argent. Si cette personne emprunte les \$100 millions pour travailler dans son entreprise, elle devra payer les \$24 millions annuels pour autant de temps qu'elle désire le prêt, plus \$10 millions additionnels que lui chargera la banque où elle sollicite l'opération. C'est-à-dire, \$34 millions en seuls intérêts. La banque à la longue réalise un travail, donc elle a quelque raison. Mais payer \$24 millions à quelqu'un qui ne fait rien, bien que ce ne soit pas sa faute, est inouï. Dans aucun pays développé on ne le fait pour les coûts sociaux que cela représente.

Nous pouvons nous demander comment le système peut payer cette quantité si normalement les entreprises par ventes de \$100 millions de pesos reçoivent une utilité après impôts qui peut être de l'ordre de 10%. C'est-à-dire, \$10 millions. Il est très difficile de trouver des affaires en Colombie qui donnent plus de cette quantité. En époques difficiles c'est beaucoup moindre, et même on arrive à des taux négatifs. Tout dépend de la concurrence. Vues les proportions, légitimement nous pourrions dire qu'il n'y a pas d'entreprise qui puisse payer des intérêts à 34%. Mais comme le système effectivement les paie, il est nécessaire de vérifier de quelle manière il le fait, ou savoir qui fait le sacrifice, ou quel est le coût social. L'affaire est que quelqu'un doit le payer, car du néant ne peut sortir quelque chose.

En effet, la loi de la demande nous illustre que plus petites soient les unités qu'il y a dans le

marché, le prix des respectifs produits sera le plus élevé possible. Beaucoup de gens derrière un produit unique seront disposés à payer un très haut prix. Et dans cette situation, ce haut prix permettra des utilités plus grandes pour les compagnies, ce qui rendrait possible de payer les intérêts.

Mais l'effet de fabriquer peu de quantités pour avoir les prix les plus élevés implique ne pas donner travail à toute la population qui le requiert. C'est-à-dire, implique que le système doit avoir des ceintures de misère, des gens souffrant la faim et placés comme en vitrine, qui oblige les autres à dire: "Je paie ce qu'il faut pour ne pas me voir dans cette situation". Et tout pour ce taux d'intérêt qui se paie à "l'épargnant" pour ne rien faire. Seulement pour avoir l'argent. C'est comme si pour avoir une maison inhabitée de \$100 millions le gouvernement devait payer \$24 à son propriétaire.

Si le système payait moins, il n'y aurait pas de problème. L'épargnant investirait dans l'industrie, car cette diminution des intérêts augmenterait l'utilité des entrepreneurs, se revitaliserait la concurrence ce qui ferait augmenter les quantités offertes dans le marché, et pour cela il faudrait incrémenter l'emploi.

Maintenant bien, si un entrepreneur doit payer des intérêts très élevés, et à son tour, on lui ouvre les vannes du marché international de telle forme que la concurrence puisse entrer avec des prix plus bas pour ne pas avoir à payer ces intérêts, évidemment sa sentence sera signée. Le problème maintenant est qu'il ne pourra même pas donner peu d'emplois, il se verra conduit à disparaître du marché, car il n'y a pas de concurrence juste. Ce n'est pas que notre main d'œuvre ne soit pas compétitive en coûts. Le déséquilibre structurel est dans les intérêts de captation du système, qui reviennent comme un coût tant pour la banque que pour l'industrie.

En effet, l'acte de diminuer le DTF, contraire à la croyance générale, n'implique pas que les argents se fuient à l'extérieur, sauf les argents spéculatifs qui entre autres il vaut mieux qu'ils s'en aillent, mais inviterait les épargnants à faire des investissements directement dans l'industrie, car il y aurait champ pour la développer immensément. Pour voir les proportions c'est affaire de comparer les pourcentages de 8% qui est une moyenne industrielle du coût de la main d'œuvre directe dans les entreprises, contre 24% qui serait la nouvelle possibilité de développement pour l'industrie si nous lui baissons ce coût.

Peut-être les gens se demandent ce qui se passera avec l'épargne, mais la vérité est qu'en Colombie la capacité d'épargner, c'est-à-dire, les gens qui après couvrir tous leurs dépenses ont encore des argents qui leur restent, sont très peu. Les familles avec capacité d'épargner en Colombie ne dépassent pas 10%, et en termes généraux coïncident avec les personnes qui sont entrepreneurs. C'est-à-dire, celles qui savent bouger l'industrie et les affaires en général, donnant emplois à la population. Ces personnes ne vont pas rester avec l'argent sous le matelas, ni le faire disparaître pour la banque. Au contraire, elles vont augmenter les affaires, car en principe la diminution du coût en 24% se reflétera dans un incrément de la rentabilité du même.

Nous avons démontré que le DTF dans les proportions que nous le maintenons en Colombie est cause directe de la misère et impossibilité d'obtenir travail de beaucoup de familles, qui dans leur désespération et sans espoir n'ont que l'option de subsister, soit dans la débrouille, dans le marché illégal, ou n'importe quelle autre forme méprisable, pourvu de combattre le système. Et dénature ouvertement notre constitution laissant seulement sur papier le droit au travail pour tous les Colombiens.

Éliminer le DTF c'est rendre à notre constitution la possibilité de la réaliser, c'est comme allumer les moteurs de l'industrie. Nous pourrions nous serrer la ceinture, non comme nous l'ont demandé nos dirigeants dans le passé, pour mourir de faim, mais tout le contraire, pour décoller, et chercher une vie digne, à laquelle nous avons aussi droit, telle qu'en jouissent les pays développés où est presque nulle la taux d'intérêt de captation.

Le problème de l'émission de monnaie est différent, bien qu'il soit aussi lié au taux d'intérêt. La monnaie, dans une économie en expansion, doit augmenter, ce qui s'obtient à travers la banque émettrice quand celle-ci réalise des achats d'or, ou acquiert des devises soit par crédits ou par exportations, ou quand simplement elle réalise émission primaire.

Comme les devises ne se requièrent que pour faire des achats à l'extérieur, c'est nécessairement une erreur d'avoir plus de quantités que les nécessaires pour cette fin. Si on a des réserves accumulées en grandes quantités c'est parce que d'une certaine manière on a intervenu le libre marché d'offre et demande, ce qui n'est pas logique si nous allons appliquer les préceptes de l'ouverture et le libre marché. Quand on a des réserves c'est équivalent à livrer la génération interne de monnaie que requiert notre économie, en échange d'une dette, quand en réalité nous pouvons faire la même chose sans avoir à rester devant la faveur, seulement en ravivant la faculté du gouvernement à couvrir partie de son déficit fiscal moyennant l'émission primaire.

Donc il n'est rien convenable de confondre l'investissement externe avec l'inondation de dollars, qui peuvent s'incrémenter en augmentant le taux d'intérêt DTF, mais qui signifierait déplacer notre main d'œuvre à l'extérieur, laissant internement aux familles colombiennes sans possibilité de travailler. Est-ce juste?

Que chaque pays fabrique sa propre monnaie dans la mesure de ses propres nécessités est l'adéquat, et diminuer le DTF au niveau des pays développés c'est rendre à nos entreprises l'égalité de conditions pour s'affronter à l'ouverture. Seulement alors nous saurons de quoi sont capables nos entrepreneurs, entre-temps, nous continuerons à parler d'un massacre.

Chapter 10

ANNEXE III

10.1 LE PROBLÈME DE L'INFLATION INERTIELLE

Par Mauricio Rivadeneira Mora

L'inflation est avant tout un problème qui pourrait se gérer avec le simple bon sens. Ses racines sont diverses, quelques-unes déjà découvertes par la pensée, et la plus élémentaire d'entre elles a l'homme enfermé dans un cercle vicieux, qui ne le laisse pas voir, additionnellement accompagné d'un sentiment de culpabilité qui meut son inconscient au châtement.

Un de ses éléments est l'excès d'argent existant sur le strictement nécessaire pour que circulent les marchandises. Ceci s'est dénommé inflation par excès d'offre monétaire, ou ce qui est le même, inflation par demande, ou que la demande dépasse l'offre.

Comme l'équation quantitative qui a reconnu l'évolution de la pensée humaine, ($P.Q = M.V$) ne contemple que la relation des prix "P" et les quantités "Q" de produits avec la masse monétaire "M", tandis que l'expression "V", vitesse de circulation de l'argent ne reflète que la partie de l'équation sur laquelle nous ne pouvons dire pratiquement rien, sauf que c'est la valeur juste pour faire l'équation équivalente ou égale, c'est-à-dire qu'il y a une limitation de la connaissance, nous devons comprendre pourquoi avec le temps on n'a pu voir que la partie de l'inflation qui a à voir avec l'effet purement monétaire, négligeant d'autres qui sont réellement de plus de poids et importants en ce qui concerne l'inflation, comme sont l'inflation par coûts, à l'intérieur de laquelle nous pouvons situer les taux d'intérêt comme l'élément cyclique qui ne nous a pas laissé voir le phénomène dans toute sa dimension.

Pour aborder cette difficulté nous allons suggérer une méthode analytique qui nous permette de conclure une fois pour toutes, la forme pour obtenir une domination claire sur l'inflation.

Prenons pour notre analyse l'état de résultats, ou, pertes et gains d'une compagnie.

Sa première ligne, **les ventes**, sont le résultat du produit $P.Q$. (*Similaire l'équation quantitative, seulement pour les* des marchandises par les quantités de produits "Q" vendus dans la période. -Comme quand une entreprise élabore une facture.- Additionnés tous les $P.Q$ de l'année, nous donne la première ligne de l'état de pertes et gains : Les Ventes.

Ceci signifie que les entreprises sont évidemment connectées avec les politiques macroéconomiques quant à l'offre d'argent ou masse monétaire M, à travers les prix P , tel que l'exprime l'équation quantitative. Pour l'observer mieux, supposons initialement que tout est équilibré dans notre équation. C'est-à-dire, les prix P, la quantité de produits Q, la masse d'argent en circulation M, et la vitesse de circulation de l'argent V, sont toutes "constantes".

Supposons maintenant que le gouvernement augmente l'argent M , la conséquence sera que montent les prix P pour équilibrer l'équation. C'est ce qu'a reconnu la théorie.

Mais d'un autre côté, les ventes " $\$P.Q$ ", sont aussi égales aux coûts et dépenses de la compagnie, plus les dépenses financières plus les dépenses d'impôts et plus les utilités, selon l'état de résultats ou P et G . Comme le prix de vente le fixent les entreprises une fois qu'on inclut toutes ces dépenses plus les utilités, nous devons voir que les prix sont directement connectés à chacun des coûts, **inclus les dépenses d'intérêts**. N'importe quel coût qui s'incrémente et qui agit également dans toutes les entreprises répercutera directement dans le niveau de prix.

Ainsi, pour contrôler les prix $\$P$, il n'est pas seulement nécessaire de réguler la masse monétaire M , mais aussi chacun des coûts de l'entreprise. Par exemple, si montent les services publics, les prix s'incrémenteront dans la mesure où ce surcoût agira dans toutes les unités productives et familiales. Mais ces coûts n'agiront pas en forme inertielle ou permanente, ou en forme mensuelle, significativement, car il se requerrait que les services montent aussi mensuellement. La nature de l'inflation inertielle nous devons la chercher dans les intérêts, et pour ceci nous les avons soulignés.

On pourrait penser même aux matières premières ou aux salaires, mais ceux-ci normalement s'incrémentent aussi comme réaction à un mouvement antérieur d'une autre variable.

En général les coûts de ventes et les dépenses d'administration et ventes ont une tendance à diminuer peu à peu comme effet de la concurrence entre les différentes entreprises, ce qui signifierait que les prix auraient aussi tendance à diminuer peu à peu, donc ces coûts ne peuvent pas être les coupables de l'inflation inertielle.

Mais même les intérêts sont susceptibles de se désagréger en deux composants à savoir, les intérêts de captation plus les intérêts d'intermédiation. C'est-à-dire, que les intérêts de placement, ou intérêts que charge la banque à ses clients quand ils sollicitent un crédit, incluent les intérêts de captation plus ceux d'intermédiation. Et avec les intérêts d'intermédiation peut arriver la même chose, pour motifs de la concurrence entre les banques, cette marge d'intermédiation peut tendre à diminuer peu à peu, ce qui ferait que les prix tendent aussi à diminuer.

Mais avec les intérêts de captation, ou DTF en Colombie, arrive tout le contraire, et il n'est pas étonnant que le taux d'intérêt soit le coupable de l'inflation inertielle, car en soi, cette variable a maintenu son importance transcendante dans toute la théorie économique.

Le taux d'intérêt de captation est de nature explosive, et agit de telle forme dans le système, que la concurrence de la banque pour capter plus de ressources fait que ceux-ci offrent plus d'intérêts aux détenteurs de l'argent. Ceci signifie que le taux de captation a une tendance inertielle à augmenter, ce qui fera à son tour que les prix aient une tendance inertielle à augmenter, car il s'agit aussi d'un coût pour les entreprises. Et comme celui qui impose le point minimum au taux de captation est la Banque de la République, nous devons chercher là la plus grande partie des problèmes qui affligent l'économie.

Cependant il n'est pas nécessaire que le taux varie continuellement pour générer inflation inertielle. Par exemple quand nous disons un taux fixe de captation DTF de 10%, comme il s'agit d'un canon qui va agir en général, mensuellement, ce surcoût qui va répercuter dans toutes les entreprises et familles, générera un incrément dans les prix, aussi mensuellement.

Cette conclusion est très importante et transcendante, car elle nous dit que pour pouvoir contrôler l'inflation on doit **d'abord** baisser le taux d'intérêt de captation, et non comme traditionnellement on fait, d'attendre que baisse d'abord l'inflation pour pouvoir baisser le taux d'intérêt.

Maintenant bien, quand les coûts s'incrémentent les transactions requièrent plus d'argent, qui

devra être fourni pour éviter que continue à monter le taux d'intérêt. Comme le taux d'intérêt même en restant fixe produit inflation après une certaine valeur, on aura la sensation que c'est l'émission d'argent la coupable directe de l'inflation car ce sont les deux variables qui se voient agissant simultanément, et ainsi, l'inflation par coûts et par effet monétaire se ressemblent donnant l'impression qu'elles doivent se gérer de la même forme. Telle a été la cause de la confusion.

Nous pouvons conclure, que quand tout le système agit sous le schéma du libre marché d'offre et demande, et toutes les variables du coût arrivent à leur limite inférieure, si encore se présente inflation, c'est parce que le taux d'intérêt de captation doit continuer à diminuer jusqu'au point où l'inflation soit égale à zéro. Si nous observons le taux d'intérêt de captation et l'indice d'inflation des différents pays, il semble que l'inflation égale à zéro se donnera quand le taux se trouve entre 0% et 3%, toujours que les autres variables soient à leur minimum ou près de lui.

Chapter 11

ANNEXE IV

11.1 LE PROBLÈME DU DÉFICIT FISCAL

Par Mauricio Rivadeneira Mora

Pour comprendre pourquoi le déficit fiscal peut arriver à être un problème il est nécessaire de comprendre la forme dont celui-ci se relie à la génération de l'argent dans une économie.

Il y a 20 ans en Colombie n'existait pas la même quantité d'argent que celle qui existe aujourd'hui. L'argent, comme la production, vont croissant d'année en année.

Nous savons tous, ou au moins nous intuons comment surgit la nouvelle augmentation de la production de biens et services, mais il n'est pas clair d'où sort le nouvel argent.

À l'époque primitive de l'humanité fonctionnait le troc, mais pas l'argent. Après, les métaux remplacèrent le troc facilitant le commerce. Avec le temps l'or se fit plus populaire. L'or passa à être le symbole de la richesse des nations. Postérieurement les gouvernements émisrent un papier représentatif de l'or qu'ils acquéraient, surgissant ainsi le papier monnaie, et avec lui, les réserves d'or. Ainsi, l'argent en circulation avait en principe son appui en or. L'argent naissait à la circulation avec "le papier monnaie" imprimé par les gouvernements en échange de l'or que lui vendaient les chercheurs du précieux métal. S'imposait l'**étalon or** pour l'émission d'argent.

Ensuite, les gouvernements se rendirent compte qu'ils n'avaient pas besoin de l'or pour émettre de l'argent. Simplement ils pouvaient l'émettre, et le mettre en circulation comme paiements à leurs employés et contractants. Rien d'appui en or ni rien de ce style.

Les excès de cette faculté d'émettre de l'argent et autres problèmes d'inflation observés, erronément assignés au phénomène de l'émission, obligèrent des pays comme la Colombie à abandonner leur faculté primaire d'émettre leur propre argent, la livrant aux États-Unis, peut-être involontairement, en acceptant l'étalon Dollar. Maintenant l'argent émis a son appui en or ou en dollars, malheureusement.

Il est clair, dans la mesure où croît l'économie, ou mieux, croissant la production, se requiert plus d'argent en circulation, c'est-à-dire, que l'argent augmente aussi.

À l'économie en soi, ne l'intéresse pas d'où provient l'argent, toujours que celui-ci augmente. Il n'importe pas s'il vient d'un appui en or, ou s'il provient d'un change de devises, ou si simplement c'est émission primaire. D'une certaine forme toutes sont émission, et un billet avec appui ou sans lui a la même valeur dans le marché, en plus qu'il est indifférent et irreconnaissable. Simplement tous les billets sont égaux, et ont la même acceptation dans le marché.

Ainsi, l'apport que les gouvernements peuvent faire pour la croissance adéquate de l'économie,

est la création du nouvel argent que requiert le marché. Argent qui forcément pénétrera comme un revenu de quelqu'un, soit par paiement de services prêtés, ou comme paiements à particuliers par œuvres réalisées, ou comme crédits du gouvernement aux particuliers. Et comme ils sont pour financer une croissance, il est clair que les ressources devront venir de l'émission primaire, ou d'un crédit externe ou du résultat des exportations, qui évidemment aussi se monétiseront. Mais en essence, les ressources ainsi obtenues sont à travers un déficit fiscal, car il s'agit de dépenses du gouvernement pour lesquelles n'existe pas ressource disponible. Alors, pour qu'une économie croisse sainement se requiert qu'il existe un déficit budgétaire.

En effet, la fourniture du nouvel argent que requiert le système, doit être dosée par le gouvernement de telle forme que les prix tendent à rester stables, comme le suggère l'équation quantitative de l'argent, ($\$P.Q = M.V$), où $\$P$ représentent le niveau de prix, Q la production, M la quantité d'argent et V la vitesse de circulation de l'argent.

En observant l'équation, nous pouvons déduire que si $\$P$ et V restent constants, et Q croît, pour équilibrer l'effet se requiert que M , la quantité d'argent, croisse aussi.

Et la forme la plus simple et économique que croisse M est à travers l'émission primaire du gouvernement, qui en Colombie fut supprimée par la nouvelle constitution, dans mon concept, une erreur qui doit être corrigée.

Cependant que le gouvernement ne puisse pas faire émission primaire ne signifie pas que l'argent nouveau que requiert le système ne puisse pas se fournir. En effet, si par exemple les exportations dépassent les importations, l'excès de devises va fournir argent nouveau.

Mais si les exportations ne sont pas suffisantes, le crédit externe ou les devises pour investissement peuvent générer les argents nouveaux qui se requièrent. Mais ceci a un problème, d'un côté les crédits exigent paiement d'intérêts et le remboursement du crédit. C'est-à-dire, que tôt ou tard il faudra rendre cet argent nouveau, et en conséquence il sera nécessaire d'obtenir un crédit plus grand, et ensuite un autre chaque fois plus grand, et nous savons tous ce qui arrive à une personne quand elle n'a que des dettes chaque fois plus grandes.

Un problème additionnel pour pouvoir fournir l'argent nouveau quand il n'y a pas émission primaire, est que les crédits que sollicitent le gouvernement et les particuliers ne soient pas suffisants, pour quoi on devra hausser les taux d'intérêt pour attirer les devises externes, ce qui à son tour occasionnera un autre problème, lequel est, hausser le coût interne de l'argent. Et quand montent les coûts, montent les prix, et se perd compétitivité, et alors nous aurons besoin de plus d'argent, et -nous entrons dans un cercle vicieux.

En conclusion, la forme la plus saine de fournir le nouvel argent aux économies est à travers l'émission primaire, via déficit fiscal, et non à travers l'incrément dans les réserves via crédits externes ou "investissements spéculatifs", qui représenteront aussi un déficit fiscal. En synthèse, le problème n'est pas du déficit, mais de la forme qu'on choisisse pour financer ce déficit.

Chapter 12

ANNEXE V

12.1 ÉCONOMIE MONDIALE SOS (AVRIL 1998)

Par Mauricio Rivadeneira Mora

Actuellement il est difficile de trouver consensus entre les économistes autour de la théorie économique, qui est très nuancée de croyance populaire, et même d'opinion personnelle, même à l'intérieur de la corporation des économistes.

Et si cela ne suffisait pas, la théorie même semble se trouver sur un terrain très éloigné de la réalité, tant, que les modèles proposés pour expliquer l'univers économique restent dans un exercice purement mathématique sans importer si le problème posé a ou n'a pas de sens pratique.

À tel point arrive le manque d'accord universel, que très peu d'entités ou personnes particulières oseraient, -comme l'a fait le Fonds Monétaire International,- imposer leurs critères comme uniques, et par conséquent obliger la planète à suivre aveuglément leurs recommandations, sans mesurer les conséquences que ceci peut impliquer.

En effet, nous pouvons démontrer que les quatre recommandations basiques que propose le FMI à tous les pays du monde pour se concilier avec le capital international manquent de critère scientifique, ont un composant tendancieux dirigé à bénéficier la nation Nord-américaine, et dangereusement nous conduit à une crise sans précédents dans l'ambiance internationale.

Voici les recommandations que tous les pays doivent exécuter (Moins les États-Unis), selon critère du FMI:

1. Ouvrir les économies au libre marché moyennant la diminution de tarifs.
2. Diminuer le déficit fiscal.
3. Élever les taux d'intérêt.
4. Privatiser les services publics, et contrôler l'escalade de salaires.

Si avec l'exécution de la première recommandation les pays entrent en crise, ils doivent continuer avec les suivantes options, ainsi le supposé remède soit pire que la maladie. Il va sans dire que bien qu'il n'y ait pas consensus entre les différents courants économiques, il faut aller de l'avant.

Démontrons donc l'absurdité des préceptes quant à critère scientifique, L'inconvénient que résulte son application, au moins pour les autres pays en dehors de l'ambiance Nord-américaine, et extrapolons un peu la chance que nous pouvons espérer de continuer cette tendance.

PEU DE CRITÈRE SCIENTIFIQUE: Quand nous parlons des sciences physiques ou de quelqu'une de leurs branches d'application comme les ingénieries, ou même quand quelqu'un pense à réparer n'importe quelle machine, la première chose que nous pensons est d'analyser les

conditions initiales spécifiques du sujet pour pouvoir émettre un diagnostic et ensuite donner un concept sur les possibles solutions, qui n'ont pas nécessairement à être uniques. Un médecin par exemple, ne donne jamais un remède général pour tous ses patients, mais analyse chacun dans sa propre condition et de n'importe quelle manière essaie de sauver avant tout la vie du patient. Seulement au FMI il est venu à l'esprit de serrer la ceinture à tous ses patients sans lui importer si un point de plus affecterait la vie du travail d'une nation, montrant son intention d'aider non aux pays en difficulté, mais d'assurer que les argents du grand capital soient en sûreté dans ces pays qui manifestent des difficultés.

CONVÉNANCES et INCONVÉNANCES: Il est d'importance particulière de déterminer comment influence dans l'économie chacune des recommandations citées, et à qui elles bénéficient en sens général.

1. **Abolir les tarifs.** Les abolir sans discrimination, non en forme graduelle mais inopinément a de sérieux inconvénients. Bien que la mesure soit saine et bénéfique pour le commerce mondial comme se déduit de la théorie, si d'autres variables de l'économie du pays ne sont pas dans leur "position" adéquate, son effet peut être également inopinant et préjudiciable.
2. **Diminuer le déficit fiscal.** Ceci, bien qu'apparemment soit salubre, comporte plus une ignorance du signifié profond qui existe dans la théorie économique respect à la génération de l'argent et sa relation avec la croissance d'un pays.
3. **Élever les taux d'intérêt.** À ce point il y a un vide théorique, et si nous allons être justes, le FMI devait promouvoir que les taux s'égalisent internationalement. Mais non. Il demande qu'ils s'élèvent, comme si ceci était un procédé de type scientifique.
4. **Privatiser les services publics, et contrôler l'escalade de salaires.** En principe rien de mal. Quand le capital privé entre dans les marchés qui sont rentables, en principe ils peuvent prêter un meilleur service, toujours qu'il existe concurrence.

Nous devons accepter que l'économie, comme science, lui manque encore pour compléter une structure bien développée. Mais son application, est pleine de supposés trompeurs, et pourquoi ne pas le dire, dangereux en tant qu'on peut manipuler les arguments pour les faire paraître bénéfiques, quand en réalité on défend des intérêts particuliers qui extrapolés peuvent arriver à être préjudiciables pour une société, ou peut-être, pour toute la population.

En effet, les crédits ont une limite, l'émission d'argent circulant a aussi une limite, et les taux d'intérêt l'ont aussi, comme le chômage. L'intéressant est que quand un d'eux entre en crise, immédiatement commencent à entrer les autres en perturbations incontrôlables, et peut-être le système porte à une explosion de toutes ces variables.

Comment, ou combien grave peut arriver à être une crise mondiale, comme il semble venir, apparemment, sans remède apparent?,

Nous ne pouvons pas le prédire. Nous savons le terrible de la crise des années trente, et il n'y a pas forme de savoir si elle sera de cette magnitude ou pire. Mais nous l'entrevoions, grâce à la connaissance des lois économiques comme nous l'avons mentionné.

Cependant, le visionnaire Nostradamus nous décrit le possible événement en forme terrifiante ainsi:

"La grande cherté que je sens s'approcher se répétera souvent pour ensuite se faire universelle: si grande sera-t-elle et de si longue durée qu'ils mangeront racines et arracheront aux nouveau-nés du sein de leurs mères."

Et dans une autre centurie il dit:

“L’inflation affectera aux simulacres de l’or et de l’argent, qui après le vol seront jetés au lac, en découvrant que tout a été détruit par la dette. Tous les titres et valeurs seront annulés.”

Nous n’avons pas de dates, bien que les plus probables selon les chercheurs soient autour de l’année 2.000. Non plus il n’est dans notre champ de savoir si on peut l’éviter, ou si les dieux permettraient que l’homme évite cette étape, et si ceci était possible il resterait à voir si la volonté de tous les hommes, avec leurs passions et intérêts seraient disposés à sacrifier partie de leurs postulats au bénéfice de toute l’humanité et peut-être de leur propre survie dans la planète, en paix, ordre, et harmonie.

Chapter 13

ANNEXE VI

13.1 THÉORÈME ÉCONOMIQUE

Par Mauricio Rivadeneira Mora

Si un pays ne réalise pas émission primaire pour fournir au système les nouvelles ressources monétaires que le pays requiert, ce système n'aura pas point d'équilibre, la masse monétaire tendra à disparaître, le commerce involuera vers un stade primitif de troc, et la société moderne ne pourra pas subsister.

13.1.1 Démonstration

Comme première mesure il est nécessaire de comprendre que le papier monnaie ne le produit ni le travail, ni l'or, ni aucun autre élément. L'argent, dans sa conception moderne, comme papier monnaie, a son origine dans l'imprimerie. Ainsi naît le dollar, et n'importe quelle autre monnaie dans le monde. Donc dire que le dollar est un papier plus fin que le rouble ou le yen ou le peso colombien est un non-sens, comme aussi affirmer que seulement les USA peuvent produire directement leur dollar tandis que le reste du monde ne peut le faire qu'avec appui du dollar.

Maintenant bien, Pourquoi le papier monnaie est-il nécessaire?, Simple. Une société pourrait produire beaucoup de choses, c'est-à-dire, travailler beaucoup et très dur. Mais si le papier monnaie n'existe pas, il n'est pas possible de produire l'échange, pas dans une civilisation aussi peuplée que la nôtre, bien qu'il fut possible dans une étape antérieure.

Maintenant nous devons démontrer pourquoi cette quantité d'argent doit croître continuellement. Ce qui résulte aussi élémentaire si nous pensons que dans la mesure où augmente la population aussi s'incrémente la capacité de produire chaque fois plus grande quantité d'articles, et cette plus grande quantité d'articles requerra forcément plus grande quantité d'argent en circulation. Il n'est pas possible de penser qu'aujourd'hui en Colombie nous pourrions maintenir le commerce avec la même quantité d'argent en circulation que nous avions il y a dix ans.

Maintenant bien, nous savons que l'imprimerie que gère chaque banque émettrice produit le papier monnaie quand:

1. Elle reçoit des dollars ou autres devises d'acceptation dans le marché, ou
2. Quand elle reçoit de l'or, ou
3. Quand elle fait émission libre ou primaire, comme on l'a dénommée.

La condition pour que le système puisse être équilibré est que pour satisfaire les nécessités internes le pays réalise émission primaire d'argent, sans importer combien haute est le taux d'intérêt. Mais plus haute soit le taux d'intérêt plus grande devra être l'émission.

Mais si le pays ne réalise pas son émission primaire il n'aura pas possibilités à long terme pour la raison suivante:

1. La tendance des exportations et les importations à long terme sont à se maintenir équilibrées. C'est-à-dire, que, si on permet que la valeur des devises fluctuent librement, dans une période les exportations seront plus grandes que les importations, et dans la période suivante s'inversera la relation. Donc l'effet net d'importations et exportations sera de neutralité, et il n'y aura pas devises excédentaires, comme pour que le pays puisse générer son papier monnaie interne qu'il nécessite.
2. Avec crédits externes. On suppose qu'entrent des devises qui en les monétisant produiront le papier monnaie qui se requiert. Ceci fonctionnera à court terme, mais se rompra l'équilibre qui doit exister entre importations et exportations, car l'excès de devises rendra plus attractif importer, beaucoup plus bon marché, ce qui occasionnera une concurrence étrange à l'industrie native.

En plus, arrivera le moment où il faut payer ce crédit, plus les intérêts, ce qui occasionnera que la Banque émettrice ramasse pesos du marché, diminuant sa base monétaire. Et comme ce qui se requiert est qu'augmente chaque fois la base monétaire, alors se requerra un crédit encore beaucoup plus grand, et ainsi successivement. Jusqu'à quand on arrive à l'absolue illiquidité, et déjà personne ne prête plus, c'est-à-dire, quand les peu de dollars qu'on a en réserve acquièrent une valeur si élevée qu'ils pourraient bien emporter tout l'argent circulant. Et quand on va retirant l'argent de la circulation, le commerce va disparaissant. Donc les industries vont perdant toute possibilité car on n'obtient pas argent nulle part, et finalement la banque va restant sans argent, ce qui signifie irrémédiablement la faillite de tout le système. Simplement il n'y a pas possibilité d'équilibre, car pour ne pas faire son émission primaire, rien ne pourra éviter que disparaisse l'argent. On pourrait penser à vendre tous ses actifs comme entreprises et maisons et tout, ce qui soulagerait momentanément le problème, mais au fond ne fait que l'aggraver, car recommence le cycle. Nous avons complété la démonstration.

Si profonde erreur comme est le ne pas faire émission primaire va coûter à l'humanité un prix très élevé. Laissons clair que l'avantage de l'émission primaire sur les crédits externes est qu'ils font le même effet à l'intérieur du pays, lequel est d'incrémenter la base monétaire, avec la différence que tandis que l'un ne nous coûte rien, plus que faire un travail, l'autre nous laisse une dette.

Il est essentiel que pour que puisse agir "la main invisible" et que l'économie s'expande, qu'il y ait émission primaire d'argent.

Chapter 14

ANNEXE VII

14.1 PRÉSENTATION DE L'AUTEUR

MAURICIO RIVADENEIRA MORA

Né à Bogotá le 16 septembre 1953. Il a étudié quatre ans de la carrière de Physique, à l'Université Nationale à Bogotá, et est Économiste diplômé de l'U. de La Salle.

Il a été professeur dans des cours élémentaires de mathématiques, physique et économétrie, et actuellement est professeur de Budgets et Macroéconomie à l'Université Coopérative de Colombie.

Professionnellement il se développe comme conseiller d'entreprises dans l'élaboration de projets, diagnostics, etc., et prête ses services à différentes entreprises de conseil.

Son intérêt particulier dans la construction et structure des théories scientifiques, et leur corrélation avec la pratique, lui ont permis d'approfondir dans les lois de l'économie, et proposer à la communauté scientifique le présent travail.

Ceux qui sont intéressés à échanger opinions, peuvent communiquer à l'adresse suivante:

E-mail: maurivadeneira@yahoo.es
